



l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2024. | N° 24024. | 2,70 € | www.humanite.fr

BARNIER À MATIGNON UN RÉGIME HORS DE CONTRÔLE

La nomination du premier ministre, à contre-courant du verdict des urnes, plonge la France dans un malaise démocratique. La gauche plaide pour une VI^e République et une nouvelle Constitution à même d'en finir avec le pouvoir démesuré du président. **P. 2**



M 00110 - 911 - F - 2,70 €
BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 3,4 MAD





ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE
SAHUC

Jusqu'à la nausée

Le mensonge n'est pas une nouveauté chez l'extrême droite. C'est son fonds de commerce. Cela présente bien des avantages comme trouver des boucs émissaires plutôt que de s'attaquer aux vrais responsables des maux de la société ou réécrire l'histoire. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'immonde sortie de Louis Aliot accusant l'Humanité « d'être au service de l'Allemagne nazie au moment de la collaboration ».

Il ne s'agit pas d'une simple provocation, et Aliot n'est ni inculte ni stupide. Son objectif en traitant ainsi notre journal est de décrocher l'étiquette « nazi » du RN pour l'accrocher à l'Humanité et au PCF. Il mise sur la viralité des réseaux sociaux colonisés par des influenceurs d'extrême droite, la bienveillance des médias Bolloré et la puissance des algorithmes pour faire entrer cette fable monstrueuse dans la « réalité » de la communauté qui gravite autour de l'extrême droite. Peu importe la réalité des faits. Peu importe que des journalistes de l'Humanité comme Lucien Sampaix ou Gabriel Péri et des dizaines de milliers de communistes avec eux aient résisté et l'aient payé de leur vie. Face ces tentatives de réécrire l'histoire, il faut rappeler sans cesse cette vérité : le Rassemblement national, héritier direct du Front national, est une organisation dont les liens avec le nazisme et la collaboration sont irréfutables.

L'objectif de l'extrême droite est de polémiquer pour empêcher le débat démocratique.

Il faut également mesurer que l'extrême droite en France et partout dans le monde ne mène pas une bataille d'idées mais une guerre culturelle totale. Le mensonge, la promotion de « réalités alternatives », la polémique fabriquée en sont les armes : la lutte contre le dérèglement climatique devient la « dictature des normes », les combats pour les droits des minorités se transforment en « essentialisme radical », les mobilisations pour les droits sociaux sont repeintes en « rassemblements de privilégiés », la solidarité avec le peuple palestinien une « provocation antisémitisme ». L'objectif est de polémiquer pour empêcher le débat démocratique, d'invectiver pour éviter de faire réfléchir, d'inventer des histoires pour ne pas parler du réel. L'exact inverse du travail des journalistes de l'Humanité, comme le prouvent quotidiennement nos publications et comme le démontrera encore notre Fête, ce week-end. ■

Michel Barnier à Matignon, la V^e République en roue libre

DÉMOCRATIE La nomination du premier ministre, à rebours du message des urnes aux législatives, a plongé la France dans un malaise profond. Et conduit la gauche à remettre sur la table sa proposition d'instaurer une VI^e République.

Sa carte électorale lui brûle les doigts et tombe au sol. Violaine vient d'y mettre le feu : « Celane sert à rien de voter », s'écrie-t-elle. Si la colère de cette manifestante bretonne contre la nomination de Michel Barnier, le 7 septembre à Brest, a fait le tour des réseaux sociaux, c'est qu'elle incarne parfaitement le profond malaise démocratique qui s'est emparé du pays. « Les électeurs se disent "même quand on gagne, on perd", et c'est très dangereux pour la démocratie », soupire l'eurodéputée FI Emma Fourreau.

Le moment politique que nous traversons provoque chez de nombreux citoyens un sentiment de trahison comparable à 2005 et à l'enjambement du « non » au traité constitutionnel européen. Comme si le périmètre du vote s'arrêtait à la question économique. « Macron prouve qu'il hait la gauche plus que l'extrême droite, et qu'il avait tout prévu pour nous empêcher de gouverner ! tempête l'eurodéputée Chloé Ridet, porte-parole du PS. Et le pire, c'est qu'il est dans les clous de la Constitution. Il n'y a rien pour empêcher cela. Nous sommes otages de la situation. » Comment défendre en effet un régime qui, deux mois après une élection historique qui a mis en échec la majorité sortante et placé en tête la gauche, permet de confier les clés du pouvoir à un conservateur épinglé pour des positions



Des centaines de milliers de personnes ont manifesté le 7 septemb

anti-immigration et des votes homophobes ? L'anomalie fait s'étouffer jusqu'aux plus tempérés des défenseurs des institutions de la V^e République : « Nous sommes dans une situation inouïe sur le plan de la démocratie, dénonce l'ex-premier ministre Dominique de Villepin, sur LCI. Le chef du gouvernement est issu d'un parti qui a fait 5,4 % au second tour des législatives et qui a 47 députés. Ce premier ministre LR est soutenu, sous conditions, par le parti présidentiel qui a été rejeté et battu dans les urnes par les Français, et sous surveillance du RN qui lui-même a été rejeté par les deux tiers des Français au second tour des législatives. »

UN PRÉSIDENT NE PEUT ÊTRE CENSURÉ

Le tout, à quelle fin ? La garantie de ne pas dévier, pour Emmanuel Macron, de sa feuille de route fixée en 2017 : baisse drastique des impôts, notamment sur les entreprises et les plus aisés, et coupes brutales dans les budgets des services publics pour compenser les pertes de recettes. « Michel Barnier incarne des valeurs solubles avec le libéralisme autoritaire d'Emmanuel Macron : libéral en économie et autoritaire dans le domaine régalien, au service des marchés économiques et répressif avec les citoyens », cingle l'essayiste Roland Gori. Pour réussir son coup, le chef de l'État n'a pas hésité à renverser la logique à laquelle il avait consenti début juillet. Emma Fourreau résume : « Le barage républicain du second tour se transforme en alliance avec le RN. Emmanuel Macron a donc trompé les Français, y compris ses propres électeurs, d'ailleurs, qui ont voté pour

partie à gauche contre le RN. » Le député écologiste Jérémie Iordanoff, lui non plus, ne décolère pas : « À quoi bon poser une question aux Français si on ne tient aucun compte de leur réponse ? Les électeurs ont envoyé deux messages aux législatives : ils veulent tourner la page du macronisme et refusent de voir le RN au pouvoir. Il fallait un gouvernement de front républicain bâti autour de la coalition arrivée en tête, le Nouveau Front populaire. »

Au lieu de quoi, Emmanuel Macron a mis près de deux mois à daigner rencontrer Lucie Castets, la candidate du NFP pour Matignon, pour le simple plaisir de lui claquer ensuite la porte du pouvoir au nez. Une situation rendue possible par la courtesse de la victoire de la gauche (avec une majorité absolue, le rapport de force aurait changé la donne), certes, mais surtout par une Constitution lâche qui autorise Emmanuel Macron à nommer qui il veut chef de gouvernement, voire à ne nommer personne et à prolonger ad vitam un gouvernement démissionnaire.

En effet, si le président n'a pas dévié de la règle constitutionnelle en nommant Michel Barnier plutôt que Lucie Castets (aucun groupe de gauche, d'ailleurs, n'a protesté sur ce point auprès du Conseil constitutionnel), il a en revanche rompu avec l'usage qui veut que la force arrivée en tête soit chargée de nommer un gouvernement. « C'est une coutume et ce serait le bon sens, rappelle le communiste Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction

publique (1981-1984). Mais, de fait, le président nomme qui il veut, même si c'est une mauvaise manière. » La pratique vaut même si la coalition arrivée première ne dispose que d'une majorité relative et étroite : la Macronie en a fait la preuve entre 2022 et 2024, appliquant son programme sans majorité absolue (bien aidée, là encore, par les largesses de la Constitution). Il appartenait en réalité au Parlement souverain de laisser Lucie Castets gouverner, ou de la censurer. Alors, la solution à la crise politique réside-t-elle désormais dans une réforme constitutionnelle ?

Sans être une formule magique, la réponse est oui, pour l'écologiste Jérémie Iordanoff : « C'est le bon moment pour avoir ce débat, car de facto tout le monde a compris que la

règle dysfonctionnait. Le problème, c'est que Macron gouverne à la place du gouvernement. Or on peut censurer le gouvernement, mais pas le président de la République. » Le Parlement reprendra son rôle à la suite du discours de politique générale de Michel Barnier, en octobre. Avec, à son issue, une motion de censure dont la réussite dépendra donc de Marine Le Pen, le RN ayant pour le moment promis de ne pas empêcher « automatiquement » le nouveau premier ministre de travailler. Mais, même s'il était censuré, rien n'empêcherait Emmanuel Macron de lui trouver un successeur du même bois, de droite et garanti 100 % non NFP. Et c'est tout le problème. La Constitution ne permet pas de faire grand-chose contre un président qui « regarde le gouvernement comme si c'était son secrétariat », selon l'expression d'Anicet Le Pors.

UNE ABSENCE DANGEREUSE DE CONTRE-POUVOIRS

Du côté de la FI, on mise toutefois sur l'article 68 de la Constitution, visant à destituer le président de la République. « Au-delà même de la censure du gouvernement Barnier, la bataille se joue là, car nous ne pouvons laisser sans sanction le fait qu'il n'ait pas joué le jeu des institutions », confirme Emma Fourreau. La proposition a été signée par 81 députés NFP, dont seulement 6 sont écologistes et non insoumis. Jérémie Iordanoff justifie sa réticence : « Le problème, c'est que la destitution est censée sanctionner une atteinte à la Constitution, pas une faute politique comme l'accord scellé avec le RN. Techniquement, Macron n'a pas contrevenu au texte. »

Pour être plus précis, le chef de l'État a su exploiter jusqu'au bout les failles d'un texte resté flou et sur l'interprétation duquel s'écharpent régulièrement les constitutionnalistes : par exemple, tous ne sont pas d'accord sur le délai permettant à Emmanuel Macron de redéclencher une dissolution de l'Assemblée... « Ces flous montrent l'urgence de réformer, reprend Jérémie Iordanoff. De proposer la suppression du 49.3, de réinstaurer la proportionnelle... On est passé très près d'une victoire de l'extrême droite, or si Marine Le Pen arrive à l'Élysée avec cette Constitution, on voit bien ce qu'elle serait capable de faire en l'absence de contre-pouvoirs. » Au NFP, il y a donc consensus sur la nécessité de changer les règles constitutionnelles et d'aboutir à une VI^e République. Question centrale qui ne se substitue en rien à la nécessité de glaner une majorité absolue aux prochaines législatives.

Reste à savoir quelle forme un débat institutionnel pourrait prendre, une fois au pouvoir. L'exemple du Chili, où le projet de Constitution progressiste a été sèchement battu dans les urnes, a refroidi certains partisans d'une Constituante. « Les conditions historiques pour que l'on change de République ne sont pas réunies, juge même Anicet Le Pors : il faudrait à la fois une récusation massive des institutions, une adhésion collective à un autre modèle, et un grand événement déclencheur. Là, nous vivons un gâchis, un fouillis, un désordre, voire un pourrissement qui n'est pas achevé. » Toujours est-il qu'il y a urgence. Car l'image de Violaine brûlant sa carte, et à travers elle de tous les citoyens désillusionnés du vote, s'impose désormais comme l'un des pires legs du macronisme. ■



re dans toute la France (ici à Toulouse), pour protester contre la nomination de Michel Barnier. MAXIME LEONARD/HANS LUCAS VIA AFP

Vivons-nous une crise politique, une crise institutionnelle ou une crise de régime ? Ces expressions n'entrent pas dans mes grilles d'analyse car elles n'ont pas de valeur explicative. Mais si

on veut insinuer par là qu'il y a une rupture dans la pratique, je peux dire que, au contraire, nous sommes aujourd'hui dans une parfaite continuité. La situation présente n'est que l'aboutissement d'une évolution entamée il y a bien des années qui fait de la Constitution un instrument hypermalléable, ajusté aux volontés du moment. La communauté des constitutionnalistes défend, en général, que tout est question d'interprétation, donc, implicitement, que tout est possible. Les gouvernements sous Emmanuel Macron profitent simplement de toutes les marges possibles, là où les précédents en avaient visiblement moins l'utilité. Selon cette logique, on ne peut opposer aucune limite de la Constitution au pouvoir en place.

D'un point de vue juridique, comment jugez-vous la nomination de Michel Barnier à Matignon ?

Si on s'appuie sur une conception purement procédurale de la règle constitutionnelle, celle qui figure à l'article 8, il n'y a rien à redire : le président de la République nomme qui il veut, sans l'intervention d'une autre autorité, car il n'y a pas de contrainte expresse formulée. Mais le droit ce n'est pas que de la procédure : au point de départ de toute règle juridique il y a une philosophie, une intention morale ou politique. Ce sont ces éléments seuls qui donnent leur sens à la procédure organisée. Lire une procédure juridique de manière déconnectée des raisons pour lesquelles elle a été organisée revient à nier une partie

de la règle de droit. Selon l'article 49 de la Constitution, le premier ministre est responsable devant l'Assemblée nationale, donc il doit collaborer avec elle. Si le président nomme un premier ministre dont les chances de collaboration avec l'Assemblée sont très faibles, on peut dire qu'il change la philosophie qui donne son sens à la règle. Il faut donc savoir si

Michel Barnier et son gouvernement ont des chances de travailler avec l'Assemblée. Les politistes sont les plus à même de répondre à cette question.

N'y a-t-il pas une situation où Emmanuel Macron outrepassa la séparation des pouvoirs, en tentant d'établir préventivement les majorités parlementaires en lieu et place des députés ?



LAURÉLINE FONTAINE
Professeure de droit

C'est encore une fois une question de philosophie des institutions et non de procédure. Pour être claire, cette équipe gouvernementale fait ce qu'elle veut depuis un moment. Les précédents s'accumulent depuis la dernière présidentielle : utilisation de l'article 47.1 sur la réforme des retraites, organisation du vote de la disposition contraire à la Constitution dans la loi immigration, participation de

ministres démissionnaires aux votes à l'Assemblée, longueur de la gestion des affaires courantes... Le gouvernement et le président ont eu la possibilité d'imposer leurs interprétations et usages des règles car, jusqu'à présent, il n'y a aucune opposition institutionnelle tangible. On peut alors se demander pour quoi on écrit une Constitution si elle ne peut pas servir effectivement de limite à un exercice arbitraire du pouvoir.

« Pourquoi écrire une Constitution si elle ne sert pas de limite au pouvoir »

Pour **Lauréline Fontaine**, professeure de droit et autrice de *la Constitution maltraitée : anatomie du Conseil constitutionnel*, les abus de pouvoir macronistes sont le résultat d'une conception permissive du droit. Pour les éviter, il faudrait changer les pratiques politiques.

Est-ce un problème intrinsèque au texte constitutionnel ou une forfaiture du chef de l'État dans l'interprétation de la Constitution ?

Les deux ne sont pas incompatibles. Ce qui se passe est la conséquence d'une conception faible de l'instrument constitutionnel et du manque d'éthique de la fonction gouvernante du président de la République. Pour chaque fonction existe un certain nombre de principes et de philosophies qui fondent l'existence de ladite fonction. Or, Emmanuel Macron se comporte en manager et non en chef d'État dans un régime constitutionnel. C'est un problème plus général que celui de sa personnalité. Par exemple, en 2023, nous aurions pu éviter des mois intenses sur la réforme des retraites : lorsque le gouvernement a déposé un projet de loi de financement rectificatif de la Sécurité sociale, le bureau de l'Assemblée nationale aurait pu le déclarer irrecevable au motif qu'il ne s'agit pas du bon véhicule législatif pour reculer l'âge légal de départ à la retraite. Mais aucun des parlementaires avec lesquels j'ai parlé ne le savait. Hélas, les élus ignorent la Constitution et la philosophie des règles, car eux-mêmes sont animés par leur seule volonté d'action, sans intérêt pour ce que pourrait représenter la Constitution : un cadre limitant de leur action. Aujourd'hui, c'est celui qui connaît le mieux les procédures qui dispose d'une sorte de bonus constitutionnel, car seule une infime minorité sait les règles du jeu.

Faut-il changer la Constitution ?

Beaucoup pensent que c'est nécessaire car il y a de toute évidence un défaut de démocratie et une extension continue des pouvoirs de l'organe exécutif. Mais, pour que cela ait des effets positifs, il faut aussi changer notre représentation de la Constitution. Est-elle une limite ou une ressource ? Si elle est considérée comme une ressource malgré un changement du texte, nous serons inévitablement un jour ou l'autre confrontés aux mêmes problématiques. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EMILIO MESLET



Place du Palais-Bourbon, à Paris, se dresse la statue nommée *la Loi*.
NICOLAS RONGIER/
HANS LUCAS/AFP

« Je paierai par ma vie ma loyauté au peuple. (...) L'Histoire est à nous et ce sont les peuples qui la font. » **Salvador Allende**

L'HOMME DU JOUR



Joe Ajaero

Le président du Congrès du travail du Nigeria (NLC), Joe Ajaero, a obtenu une « libération sous caution administrative », lundi 9 septembre, en fin de journée. Le militant de gauche avait été interpellé sous prétexte d'une enquête antiterroriste le matin même à l'aéroport international d'Abuja, par le département des services d'État en lien avec la police secrète nigérienne, alors qu'il se rendait au Royaume-Uni pour assister à une conférence de la fédération syndicale britannique TUC à Londres. Très vite, la nouvelle de sa détention s'est répandue et de nombreuses voix de défense des droits humains et démocrates ont pris la parole. Le NLC a dénoncé « une agression contre les travailleurs nigériens » en exigeant « la libération immédiate et inconditionnelle du camarade Joe Ajaero ». ■

PIERRE CHAILLAN

! C'EST UN SCANDALE

Une requête en (in)justice

Le rapporteur public demande au tribunal de Marseille de se prononcer, ce jeudi, pour l'annulation « totale ou partielle » de la subvention de 30 000 euros accordée, en 2021, par la cité phocéenne à SOS Méditerranée. Il prend ainsi fait et cause pour Lionel Royer-Perreaut, ex-élu municipal LR, aujourd'hui député Renaissance, auteur d'une requête jugeant l'aide financière « illégale » du fait de son « interférence avec (...) les compétences relevant des institutions » européennes. L'actualité prouve pourtant que la présence des ONG en mer est essentielle face aux défaillances des États membres de l'UE. Sea Watch, par exemple, accuse les autorités italiennes d'être intervenues trois jours après qu'elle les a alertées sur la situation du navire ayant fait naufrage, ce 5 septembre, au large de Lampedusa, causant la disparition de 21 exilés.

L'œil de Gros



LA BONNE NOUVELLE Sanofi condamné dans l'affaire de la Dépakine

● C'est un combat de douze ans qui s'achève sur une victoire. Le groupe Sanofi a été condamné à indemniser Marine Martin, la lanceuse d'alerte dans l'affaire de la Dépakine, pour « défaut d'information » sur cet antiépileptique, à l'origine de nombreuses malformations fœtales, et maintien en circulation d'un produit défectueux en connaissance de cause, selon le jugement consulté mardi par l'AFP. « C'est gagné ! » a réagi la mère de famille, qui s'est dite « ravie d'obtenir la condamnation de Sanofi-Aventis », mais

aussi « amère, tant Sanofi a utilisé tous les moyens pour me décourager dans ce combat et fuir ses responsabilités ». Des manœuvres qui avaient conduit sa famille à accepter une proposition d'indemnisation bien inférieure à ce qui aurait pu lui être accordé. « Cette décision justifie le combat de Marine Martin et conforte les succès déjà obtenus par les victimes dans l'ensemble des procédures en cours », s'est aussi félicité M^e Charles Joseph-Oudin, son avocat. ■

ALEXANDRE FACHE

★ L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Climat Les pluies diluviennes et inondations qui ont affecté cet été le continent africain ont fait 341 morts et 1,5 million de sinistrés depuis le mois de juillet 2024 au Tchad, selon un bilan publié par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires. Ce type de phénomènes météorologiques extrêmes tend à être accentué par la catastrophe climatique en cours.

Santé Le surpoids et l'obésité ont augmenté chez les citoyens français entre 1996 et 2017, selon une étude de Santé publique France, qui s'appuie sur des entretiens téléphoniques effectués régulièrement pendant ces vingt dernières années. Si l'augmentation semble se stabiliser chez les hommes, la hausse perdure chez les femmes.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Préférences

● Les plus modestes sont mal lotis. On constatait hier que ne pas partager le goût héréditaire du luxe des riches était, selon le Figaro, un handicap. Et ça coûte cher. Trois chercheurs américains cités dans une chronique des Échos consacrée à l'inflation ont mis en évidence la « cheapflation », soit, écrit le chroniqueur, « une hausse des prix plus forte sur les produits de moins bonne qualité préférés par les pauvres ». Quelle idée aussi. Préférer le cassoulet en boîte à deux balles à un dîner à quatre cents euros chez un chef étoilé ! En tout cas, les chiffres en attestent : d'une manière générale, les prix des produits bas de gamme ont augmenté de 34 % entre 2002 et 2019, contre 18 % pour le haut de gamme. Les économistes, dit-il encore, « estiment souvent qu'il faut accepter un peu d'inflation pour avoir plus de croissance. Mais les vrais gens, en particulier les plus démunis, s'inquiètent davantage des prix ». Woody Allen l'avait compris : « L'argent est préférable à la pauvreté, ne serait-ce que pour des raisons financières. » ■

🌀 MÉDIATOC

L'« immense talent » d'Hanouna

Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions, s'est fendue ce mardi, au micro de TV magazine, qui dépend du Figaro, d'un compliment à l'égard de Cyril Hanouna. Au journaliste qui lui demandait si Hanouna pouvait intégrer le service public après la perte de fréquence de C8, en février 2025, elle a répliqué : « C'est un immense talent », même si « je ne partage pas toujours certaines de ses interventions ». Sur France Inter, elle a récidivé le jour-même, en nuancant : « Je comprends la décision de l'Arcom. Quand vous avez grillé un feu rouge, à la fin on vous retire votre permis. » L'Arcom a justifié sa décision pour « non-respect de la vie privée, de l'honneur, de la dignité de la personne humaine, de la protection des mineurs, du droit à l'image ». Hanouna, un bon animateur, avec ce passif ?

« Le RN est au centre du jeu politique alors que nous l'en avons sorti »

ENTRETIEN

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

L'ex-ministre de la Santé **Aurélien Rousseau** a quitté le gouvernement Borne, fin 2023, en réaction à la loi asile et immigration. Élu député sous les couleurs de la gauche, il fustige la nomination de Michel Barnier.

Ancien directeur de cabinet d'Élisabeth Borne et ministre de la Santé d'Emmanuel Macron, Aurélien Rousseau a démissionné du gouvernement en décembre 2023 pour marquer son opposition à la loi immigration qui franchissait pour lui « toutes les lignes rouges ». Élu député du Nouveau Front populaire (NFP) en juillet, membre de Place publique, il siège avec les socialistes à l'Assemblée nationale.

Emmanuel Macron a nommé Michel Barnier à Matignon. Qu'en pensez-vous ?

C'est une faute. C'est évidemment au président de nommer le premier ministre, mais il ne pouvait pas décider a priori que la force politique arrivée en tête, le Nouveau Front populaire, ne serait pas en capacité de gouverner. Il fallait faire confiance au débat au Parlement et respecter le vote des citoyens, qui montre un rejet massif du macronisme. Mais le chef de l'État refuse toute remise en cause de sa politique et, au fond, de l'alternance. Au final, la France se retrouve avec un gouvernement de droite après un succès électoral de la gauche. Pire : elle se retrouve avec un exécutif qui ne peut se maintenir qu'avec la bienveillance d'une extrême droite pourtant battue grâce au front républicain. Ce n'est pas juste une anomalie, cela suscite la colère : le RN est au centre du jeu politique alors que nous l'en avons sorti, et il va demander des gages qui vont peser sur les plus fragiles.



Verneuil-sur-Seine, le 25 juin. Aurélien Rousseau en campagne lors des législatives, dans la 3^e circonscription des Yvelines. DENIS ALLARD/LEEXTRA/OPALE.PHOTO

Vous avez été au cœur de la machine, en tant que directeur de cabinet d'Élisabeth Borne puis ministre de la Santé, avant de claquer la porte. Que pensez-vous du macronisme ?

Je n'ai jamais été « macroniste », j'ai toujours pensé qu'il y avait une droite et une gauche. Lorsque j'étais à Matignon, j'estimais qu'il y avait des espaces politiques où il était possible d'être utile. Je ne rejette pas tout ce qui a été fait, mais peut-être aurais-je dû marquer plus tôt certains désaccords, même lorsque j'étais un collaborateur et non un responsable politique. Sur la réforme des retraites, je me suis battu jusqu'au bout pour trouver des accords avec les organisations syndicales. Mais je n'ai pas réussi. Puis je suis devenu ministre de la Santé, là encore persuadé que je pouvais obtenir des avancées. Après cinq mois, j'ai quitté le gouvernement car la loi immigration franchissait pour moi toutes les lignes rouges. Les personnes qui travaillent ont le droit d'avoir un titre de séjour dans notre pays, et toute personne a le droit d'être soignée. Le texte du gouvernement acceptait de franchir le pas de la préférence nationale voulue par l'extrême droite. C'est insupportable. Ce n'est pas en allant sur le terrain du RN, en reprenant ses mots, que nous gagnerons face à lui la bataille culturelle. Bien au contraire. J'ai donc démissionné sans hésiter. Et je constate que, depuis, la politique a toujours penché à droite. Il y a eu la loi immigration, il y a eu la dissolution qui mettait le RN dans les meilleures dispositions possible. Et il y a aujourd'hui un futur gouvernement qui sera dans une situation inédite de soutien sans participation du RN.

Votre parcours peut surprendre : vous avez été militant PCF avant d'être ministre de Macron, puis député NFP.

Au fond, quelle est votre colonne vertébrale politique ?

J'ai grandi politiquement dans le communisme municipal. J'ai milité au PCF, j'ai été collaborateur de Pierre Mansat, élu communiste, puis, après l'ENA, j'ai travaillé auprès de Bertrand Delanoë avec cette culture d'être utile ici et maintenant. C'est ce qui a conduit les communistes en 1981 ou en 1997 à participer au gouvernement. J'ai aussi été directeur général de l'agence régionale de santé d'Île-de-France. J'appliquais les décisions du gouvernement et j'ai porté à mon échelle une politique dont je suis fier pendant le Covid, notamment sur le dépistage et la vaccination en Seine-Saint-Denis... Je salue d'ailleurs la solidité de l'exécutif dans cette crise hors norme. Par ailleurs, je rejoins la culture du PCF selon laquelle il faut « connaître l'État » si l'on veut un jour gouverner.

Comment voyez-vous la suite de votre engagement ?

Je veux contribuer au réarmement politique et idéologique de la gauche. Par exemple, notre système de protection sociale repose sur la création de valeur par le travail. Or, dans tous les champs de la société, le rapport au travail bouge. Il n'est pas perçu par tous comme un facteur d'émancipation. Par ailleurs, de nouveaux risques sociaux existent, nous devons délibérer des choix de socialisation. En tant que député, je compte porter la question de la prévention : notre système de santé doit être beaucoup plus préventif et, pour y parvenir, il doit prendre bien plus en compte les inégalités sociales de santé. Nous devons investir massivement dans la prévention pour faire reculer l'obésité, véritable fléau de santé publique qui touche d'abord les populations les plus précaires.

Quel chemin défendez-vous à gauche ?

Nous devons nous élargir et nous préparer à gouverner. Il ne faut surtout pas attendre 2027 pour agir, car les coups vont pleuvoir. Nous devons nous forger un socle commun et ouvrir notre centre de gravité. L'idée selon laquelle la discussion serait toujours le préalable à une trahison est délétère. Il faut dialoguer. La gauche doit montrer qu'elle est rassurante, qu'elle peut gouverner et faire des transformations en profondeur sans que le pays ne soit à feu et à sang. Je crains par exemple que Marine Le Pen ne l'emporte si c'est le discours de la FI qui devient central au NFP. Il faut aussi que la gauche se parle beaucoup plus, et qu'elle assume de prendre le risque de l'exercice du pouvoir dans sa diversité. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARGOT BONNÉRY ET AURÉLIEN SOUCHEYRE



Le collège de la Craffe à Nancy, en Meurthe-et-Moselle. FRED MARVAUX/REA

Sous-investissement chronique de la France, dans l'éducation

ÉCOLE L'enquête annuelle de l'OCDE confirme que notre pays dépense moins pour son système scolaire que les autres. Un choix politique constant qui fait le lit des inégalités.

La France est, et demeure, un mauvais élève en termes d'investissement dans son système éducatif. C'est l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui le démontre, dans la livraison de son enquête statistique annuelle, « Regards sur l'éducation 2024 », dévoilée, mardi. Les dépenses françaises d'éducation, du primaire au supérieur, sont en effet inférieures à la moyenne des pays de l'OCDE. Notre pays se retrouve au niveau du Portugal ou de l'Estonie, loin des nations comparables que sont l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Suède, les États-Unis ou encore le Danemark.

Exemple parlant : alors que le gouvernement vante depuis Blanquer sa « priorité au primaire », entre 2015 et 2021, la dépense dans ce secteur a crû de seulement 1,8 %, contre 2,4 % en moyenne dans l'OCDE. Dans le secondaire, c'est pire : sur la même période, la France a stagné à 0,1 %, contre 1,8 %. L'étude fait aussi litière des clichés sur ces professeurs qui travaillent peu et sont bien payés : entre 2015 et 2023, tandis qu'en moyenne dans l'OCDE le salaire des enseignants progressait de 4 % (inflation déduite), en France la profession a dû se contenter de... 1 %. Et pour ce prix, ils travaillent plus que les autres : 720 heures annuelles devant élèves, contre 706 heures en moyenne dans l'OCDE.

« Regards sur l'éducation 2024 » confirme d'autres tendances déjà connues de notre système. Première d'entre elles : la reproduction sociale. « *Le niveau d'études des parents a un impact important* » sur celui de leurs enfants, observe le rapport. Bel euphémisme : alors que 80 % des personnes dont au moins l'un des parents est diplômé du supérieur le sont devenues à leur tour, ce chiffre tombe à... 25 % quand aucun des parents n'a de diplôme supérieur. Et l'injustice démarre tôt. Ainsi, selon les experts, « *l'éducation de la petite enfance permet de réduire les écarts de développement* », seulement 33 % des familles françaises les moins favorisées ont accès à l'accueil des enfants entre 0 et 2 ans, contre 85 % des familles favorisées. C'est la défaillance de la prise en charge de la petite enfance qui est ici soulignée.

Ces inégalités sont d'autant plus pesantes socialement que notre pays reste marqué par la prépondérance du diplôme dans l'accès

à l'emploi. Ainsi, à peine plus d'un non-bachelier sur deux (54 %) est en emploi, alors que ce taux atteint 61 % dans l'OCDE. Autre mauvais résultat : le taux des 18-24 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études a certes diminué entre 2016 et 2023, passant de 19,8 % à 16,1 %, mais il demeure très supérieur aux 13,8 % de la moyenne de l'OCDE. Un ensemble de chiffres qui interroge l'orientation du « tout-apprentissage », notamment avant le bac, puisqu'on sait que, derrière les bons taux d'emploi des jeunes sortant d'apprentissage, se cache une autre réalité : celle des nombreuses ruptures de contrat (entre 30 et 50 % dans plusieurs filières), conduisant encore trop de jeunes à sortir du système scolaire sans diplôme. Une situation que le « choc des savoirs », avec son projet de classe « prépa seconde » pour les élèves de 3^e ayant échoué au brevet, ne risque pas d'améliorer. S'il voit le jour... ■

OLIVIER CHARTRAIN

MOBILISATION UNE MANIF QUI EN APPELLE D'AUTRES

Contre les évaluations standardisées obligatoires en primaire, pour les uns, à l'appel de l'intersyndicale nationale CGT-FSU-SUD ; pour un plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis à 358 millions d'euros, pour les autres, à l'appel de l'intersyndicale départementale : ils étaient plusieurs centaines, mardi, à défiler vers la rue de Grenelle, dominés par les slogans exigeant « du pèze pour le 93 » ! Un début, explique Basile Ackermann, de la CGT-Éducation : « *C'est la rentrée, il faut prendre le temps de construire la mobilisation.* » Rendez-vous est pris pour la journée interprofessionnelle d'action, le 1^{er} octobre.

**LA CHRONIQUE
FÉMINISTE DE
VIOLAINE
DE FILIPPIS-ABATE**
AVOCATE



Affaire Abbé Pierre: que dit le droit?

● **L'abbé Pierre, décédé en 2007, est accusé par plus de vingt personnes de violences sexuelles** sur des majeures et mineures. Étant décédé, aucune poursuite pénale post-mortem contre lui n'est possible. Cependant, une des questions que beaucoup se posent est de savoir si des individus encore vivants, ayant eu connaissance des faits, pourraient être poursuivis pour non-dénonciation, comme prévu à l'article 434-3 du Code pénal. À titre liminaire, il est essentiel de rappeler que seuls les pouvoirs judiciaires disposent des moyens d'investigation nécessaires à déterminer s'il y a prescription ou si une infraction est juridiquement caractérisée. Néanmoins, la jurisprudence ayant apporté des éclaircissements sur l'interprétation du délit de non-dénonciation de privations, de mauvais traitements ou d'agressions ou atteintes sexuelles infligés à un mineur ou à toute personne n'étant pas en mesure de se protéger, nous pouvons proposer ici des pistes de réflexion.

Il convient d'abord de souligner que la cour d'appel de Colmar a estimé, en 2020, qu'une condamnation pour non-dénonciation ne pouvait être prononcée si l'infraction principale avait abouti à une relaxe. Dans cette affaire, le prêtre accusé de violences avait été partiellement relaxé, ce qui a conduit la cour à ne pas condamner une femme poursuivie pour non-dénonciation des faits survenus durant la période correspondant à la relaxe. Dans le cas de l'abbé Pierre, décédé, la justice pourrait rencontrer des difficultés à établir juridiquement l'existence des infractions principales, ce qui pourrait empêcher de condamner pour non-dénonciation ceux qui auraient eu connaissance de ces faits.

Néanmoins, et comme la Cour de cassation l'a précisé en 2021 dans l'affaire du cardinal Barbarin poursuivi pour non-dénonciation, il n'appartient pas à un individu d'apprécier lui-même les règles juridiques dans ce type d'affaire, de sorte que même la prescription des agressions n'est pas de nature à le libérer de son obligation de dénonciation.

Dans cette même affaire, la cour avait aussi indiqué que, si un adulte, qui avait été victime quand il était mineur, était désormais capable de dénoncer lui-même les faits au moment où une autre personne en prenait connaissance, cette dernière n'était pas tenue de le faire à sa place. Cette position est problématique, d'autant que, même si l'article 434-3 du Code pénal a été modifié en 2018, cela n'a pas touché à la définition de l'état de vulnérabilité. Enfin, lorsque de tels agissements se produisent au sein de structures, il est légitime de se demander s'il existe d'autres agresseurs potentiels qui pourraient encore y sévir. En conclusion, compte tenu de la complexité des dispositifs légaux et des débats jurisprudentiels, il est essentiel que la justice mène une enquête approfondie. ■



Le 16 juillet, à Strasbourg. Jordan Bardella lors de l'élection du nouveau président du Parlement européen. NICOLAS ROSES/ABACAPRESS.COM

Jordan Bardella accusé d'avoir fabriqué de faux documents

EXTRÊME DROITE Selon *Libération*, le président du RN aurait monté un dossier de preuves factices pour attester l'effectivité de son travail d'assistant parlementaire européen en 2015. Des accusations que l'eurodéputé dément.

« **C'**est une accusation montée de toutes pièces. *Libération* est le spécialiste de ça, on devrait plutôt s'interroger sur leur soutien inconditionnel au Hamas », a lâché Louis Aliot, ce mardi 9 septembre sur TF1. Pas à une grotesque calomnie près, le vice-président du Rassemblement national (RN) s'en est également pris à *l'Humanité* : « (là) aussi vous avez des journalistes, ça n'a pas empêché le journal d'être au service de l'Allemagne nazie au moment de la collaboration », a-t-il aséné en dépit de la réalité historique (lire l'éditorial de Stéphane Sahuc, page 2).

Mais pourquoi Louis Aliot perd-il ainsi ses nerfs ? Dans vingt jours, 27 membres ou ex-membres du Rassemblement national, dont Marine Le Pen, seront jugés pour « détournement de fonds publics » dans l'affaire des assistants au Parlement européen. Et une enquête du quotidien *Libération*, publiée lundi 9 septembre, révèle que l'actuel président du RN aurait pu être le 28^e à comparaître.

Selon cette enquête, issue du livre *la Machine à gagner* du journaliste Tristan Berteloot, à paraître vendredi 13 septembre, Jordan Bardella, lui-même assistant parlementaire européen

à l'époque des faits reprochés au RN, aurait participé à fabriquer un dossier de preuves factices pour justifier de l'effectivité de son travail avec des documents antidatés.

« UN SYSTÈME DE DÉTOURNEMENT »

Jordan Bardella – employé en 2015 par l'eurodéputé Jean-François Jalkh sur une période de quatre mois et demi, pour un coût total de 10 444 euros, en même temps qu'il était « chargé de mission » auprès du vice-président du FN de l'époque Florian Philippot – n'a pas été cité par la justice, dans ce dossier. Toutefois, le FN (devenu RN) est soupçonné d'avoir mis en place un « système de détournement » des enveloppes (21 000 euros mensuels) allouées par l'Union européenne à chaque député pour rémunérer des assistants parlementaires.

Ces derniers auraient travaillé en réalité tout ou partie pour le FN, lui permettant des économies substantielles de salaires. Le Parlement européen a évalué en 2018 son préjudice à 6,8 millions d'euros. Les mis en cause nient en bloc, tout comme le désormais patron du parti d'extrême droite. « Vos accusations sont fausses et diffamatoires. Ni le Parlement européen ni la justice

française n'avaient trouvé à redire quant à la réalité de mon travail. Personne ne sera dupe de cette grossière tentative de déstabilisation », a ainsi réagi le président du RN sur X.

À l'appui de ses révélations sur les nombreuses fausses preuves qui auraient été fabriquées – un dossier de travail, un agenda 2015 sur lequel l'actuel chef de parti « a gribouillé de façon sommaire quelques événements » liés au mandat de l'eurodéputé, une revue de presse... –, *Libération* révèle, entre autres témoignages, un message de Paul, un stagiaire travaillant lui aussi pour Jean-François Jalkh mais également sous la houlette de l'avocat Ghislain Dubois, qui coordonne alors la réponse du RN contre l'enquête judiciaire. Celui-ci aurait ainsi affirmé, dans une discussion Messenger avec d'anciens membres du FN, avoir « créé des faux dossiers pour des assistants qui n'ont jamais travaillé pour le Parlement européen », dont celui de « Jordan Bardella ».

Lors du procès du 30 septembre, devant le tribunal correctionnel de Paris, les 27 accusés risquent jusqu'à dix ans d'emprisonnement et une amende pouvant atteindre 1 million d'euros, assortis d'une peine d'inéligibilité de cinq ans. ■

CLÉMENTINE EVENO

EN LUTTE



EMPLOI DES SENIORS

En 2023, seules 58,4 % des personnes âgées de 55 à 64 ans avaient un emploi en France, a annoncé mardi le ministère du Travail. C'est inférieur à la moyenne de l'UE : 63,9 %. Le nombre de cumuls emploi-retraite a, lui, augmenté de 10,2 points en dix ans.

WETRANSFER VERS LA PORTE

Le célèbre service de partage de fichiers, basé aux Pays-Bas, aux 80 millions d'utilisateurs mensuels va licencier 75 % de ses effectifs, soit 260 personnes. Cette décision brutale fait suite au rachat de WeTransfer le 31 juillet par Bending Spoons.

EASYJET QUITTE TOULOUSE

La compagnie aérienne britannique lowcost souhaite, d'ici à mars 2025, fermer sa base de l'aéroport de Toulouse (Haute-Garonne), où elle entretient deux avions, et lancer un plan de départs volontaires « limité » à une trentaine d'employés en France.

Inspection du travail : vingt ans de violences

CONDITIONS DE TRAVAIL

Un hommage a été rendu, mardi, aux deux contrôleurs assassinés par un agriculteur, en 2004. Les agents dénoncent la remise en cause de la légitimité de leurs missions.

REPORTAGE



En 2007, à Périgueux, 300 inspecteurs du travail manifestent en marge du procès de Claude Duviau, condamné pour le double meurtre de Sylvie Trémouille et Daniel Buffière. PIERRE ANDRIEU/AFP

Ils peuvent encore dire ce qu'ils faisaient et où ils se trouvaient à la minute où ils ont appris, le 2 septembre 2004, que deux de leurs collègues venaient d'être tués dans l'exercice de leurs missions.

Vingt ans plus tard, le traumatisme est encore vivace parmi les agents de l'inspection du travail, réunis ce mardi 10 septembre à Paris, à l'appel d'une large intersyndicale (dont la CGT, SUD travail, la CNT, FO et la CFDT), à quelques pas de leur ministère de tutelle. Venus de plusieurs départements, une centaine d'entre eux ont convergé dans la capitale pour une journée d'hommage national.

Au cœur du rassemblement, en présence de la députée France insoumise (FI) Danielle Simonnet et de l'ancien inspecteur du travail devenu député européen FI, Anthony Smith, venus apporter leur soutien, un représentant de l'intersyndicale rappelle, dans leur crudité, les faits qui ont conduit à l'engrenage.

En cette fin d'été 2004, Sylvie Trémouille, 40 ans, contrôleuse à l'inspection du travail, et Daniel Buffière, 47 ans, responsable du service contrôle de la Mutualité sociale agricole, se rendent dans l'exploitation fruitière de Claude Duviau, à Saussignac (Dordogne), pour un contrôle lié à l'embauche de travailleurs saisonniers non déclarés.

Feignant d'aller chercher des documents, ce dernier revient muni d'un fusil de chasse, vise d'abord Daniel Buffière, avant de tourner l'arme vers Sylvie Trémouille,

qui est mortellement atteinte dans le dos. Son collègue n'aura eu le temps que de lui crier : « Attention ! »

« J'ai appris la nouvelle par un flash info à la radio alors que j'étais sur la route », se remémore Cécile Clamme, responsable CGT du ministère du Travail, à l'époque inspectrice fraîchement nommée dans le Bas-Rhin. Elle évoque le sentiment de basculement provoqué par la nouvelle de « cet événement inconcevable » – jamais l'institution n'avait en effet été confrontée à pareil cataclysme depuis sa création en 1892. « On imaginait ce genre d'assassinat dans des pays de non-droit. Pas en France », abonde un de ses collègues représentant à SUD travail dans le Lot-et-Garonne, qui raconte l'incapacité, pendant plusieurs jours, pour les agents, de reprendre leurs missions.

Très vite, pourtant, la colère prend le pas sur la sidération. Il y a d'abord le traitement médiatique de l'époque

« en mode fait divers » et teinté de compassion pour l'auteur de ce double homicide, avec abondance de détails sur sa « descente aux enfers », « pris à la gorge » par les dettes et les contrôles qui l'auraient poussé à ce « coup de folie ». N'avait-il pas d'ailleurs retourné son fusil contre lui dans une tentative, ratée, de suicide ?

NE PAS FÂCHER LE MONDE PATRONAL PAYSAN

Pire encore, pour les syndicats : le peu d'empressement affiché par le gouvernement de l'époque, sous la houlette de Jean-Pierre Raffarin, à condamner cet acte visant deux agents de l'État dans leurs missions de service public, « ses indécentes précautions de gazelle » pour ne pas fâcher le monde patronal paysan, voire sa compassion affichée, notamment par le ministre de l'Agriculture Hervé Gaymard, « pour la détresse du monde agricole ». Autant de prises



13 septembre Mobilisation à ArcelorMittal Dunkerque, à midi, à l'appel de la CGT.
19 septembre L'intersyndicale de la protection judiciaire de la jeunesse organise une journée de mobilisation

contre le non-renouvellement de plusieurs centaines de contrats.
26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots, contre la libéralisation du rail.

28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident, regroupant ONG féministes, partis et syndicats, invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.

1^{er} octobre La CGT, Solidaires et la FSU lancent une journée interprofessionnelle de mobilisation pour les retraites, les salaires, l'égalité femmes-hommes et les services publics.

de position qui ne pouvaient être perçues autrement que comme une absolue politique.

« Ces propos ont pour nous été très violents. Rien ne peut expliquer et encore moins justifier l'injustifiable ! » martèle Cécile Clamme. Et la syndicaliste de dresser un parallèle avec l'actualité : « Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a-t-il cherché des circonstances atténuantes au meurtrier de ce gendarme tué récemment lors d'un contrôle routier (en référence au meurtre du gendarme Éric Comyn, percuté fin août par un conducteur à la suite d'un refus d'obtempérer dans les Alpes-Maritimes - NDLR) ? »

Dans la cour d'assises de Périgueux, qui a condamné en 2007 l'agriculteur, proche du syndicat Coordination rurale, à trente ans de réclusion criminelle, l'avocat général, n'avait, pour sa part, trouvé à l'accusé aucune circonstance atténuante. « Il ne s'agit pas de l'acte d'un désespéré mais de celui d'un homme rempli de haine ! » avait-il alors martelé dans son réquisitoire.

En vingt ans, intimidations et actes violents, essentiellement dans le secteur des entreprises agricoles, seraient, selon les syndicats, devenus monnaie courante, pour leurs collègues confrontés à une véritable vindicte, attisée par

L'État détourne le regard, peu soucieux de soutenir ses agents.

les discours de certaines organisations patronales, via notamment les réseaux sociaux, qui « infusent dans les campagnes », « rentrent dans des cerveaux de personnes fragiles, considérant avoir un blanc-seing pour passer à l'acte ». Pendant

ce temps, les représentants de l'État détournent le regard, peu soucieux d'apporter à leurs agents le soutien public qu'ils ne cessent de réclamer. Le sanglier pendu et éviscéré devant un bâtiment de l'inspection du travail à Agen (Lot-et-Garonne) par des militants de la Coordination rurale, lors de leur mouvement de contestation en janvier 2024, a, à cet égard, profondément marqué les esprits. Et ravivé les plaies. Le silence de la ministre démissionnaire chargée du Travail, Catherine Vautrin, qui aurait refusé d'accéder aux demandes répétées de rencontre par les syndicats et de prise de parole publique forte pour réaffirmer la légitimité de leurs missions, est à leurs yeux symptomatique d'une remise en cause même de leur rôle de défense des droits des travailleurs.

« L'affaire du sanglier n'a pas conduit à un drame, cette fois, mais tous les ingrédients étaient là », analyse Cécile Clamme. Pour Vadim Hosejka, secrétaire général du syndicat FO du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (FO Tefp), « tous les voyants sont au rouge. La question n'est plus de savoir si un autre acte criminel va avoir lieu, mais quand il aura lieu », affirme le syndicaliste, qui tient toutefois à « éviter tout amalgame entre la majorité des agriculteurs confrontés à des difficultés et à une poignée d'entre eux qui ont fait de leur exploitation une zone de non-droit ».

Pour Fanny, une trentenaire militante à SUD travail, « ce qui a conduit à cet assassinat n'a toujours pas été réglé, notamment la réduction drastique de nos moyens humains ». De 2400 agents de contrôle en 2014, l'inspection du travail est passée à 1700 en l'espace de dix ans, au gré de réformes qui n'ont cessé de la fragiliser, alors même que, comme l'a rappelé Anthony Smith, « le Code du travail est notre bien commun, le dernier fil de protection pour les travailleurs de ce pays ».

HAYET KECHIT

Quatre inspecteurs stagiaires face à l'arbitraire

La ministre démissionnaire du Travail a confirmé le refus de titulariser ces personnels. Les syndicats dénoncent une décision motivée par une volonté de représailles.

« Il s'agit du dernier mauvais coup de Catherine Vautrin », estiment les syndicats, qui ne décolèrent pas. La ministre démissionnaire chargée du Travail a en effet rendu sa décision, en fin de semaine dernière, concernant le sort des quatre inspecteurs du travail stagiaires (ITS) privés de titularisation par le jury de leur promotion, en juillet dernier.

C'est en effet un coup de grâce pour deux d'entre eux, à qui a été confirmé leur licenciement, tandis que les deux autres ont obtenu une prolongation de quatre mois de leur formation. Cette décision en demi-teinte d'une ministre sur le départ ajoute au trouble entourant cette affaire.

Après dix-huit mois de formation, dont six sous le statut de stagiaire, pendant lesquels aucune mise en garde particulière n'avait affecté leur parcours, ils avaient appris brutalement, du directeur de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (Intefp), que tout allait s'arrêter là pour eux.

Fonctionnaire, l'une des ITS parmi les deux privés de titularisation, dont l'Humanité avait pu, en août, consulter le dossier pédagogique montrant des résultats satisfaisants, n'aura d'autre choix que de réintégrer le corps des secrétaires administratives, alors même qu'elle avait déménagé à l'autre bout de la France dans la perspective de sa nouvelle affectation. Pour son collègue non titularisé, le préjudice est bien plus lourd. Il se retrouve aujourd'hui sur le bord du chemin.

ZONES D'OMBRE

« Aucun élément ne justifie une mesure de cette violence », dénonce Simon Picou, membre du bureau national de la CGT-Tefp (Travail, emploi, formation professionnelle), qui pointe, à l'unisson de la vaste intersyndicale mobilisée pour défendre les quatre stagiaires, les nombreuses zones d'ombre derrière cette décision « qui ne doit rien au hasard ». Selon lui, nul doute : « Ces collègues paient leur engagement au bénéfice de la promotion, de la défense des conditions matérielles. »

Trois d'entre eux étaient en effet syndiqués à la CGT et avaient participé à plusieurs luttes et journées de grève pour dénoncer des dysfonctionnements au cours de leur formation, tandis que le troisième, bénéficiaire de la reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH), s'était également fait remarquer en pointant les défaillances de l'école en termes d'accessibilité pour ses collègues porteurs de handicap.

« S'il s'agit d'une mesure disciplinaire, ils auraient dû avoir la possibilité de se défendre. S'ils s'agit vraiment d'une défaillance professionnelle, pourquoi s'opposer à ce qu'ils aient quatre mois de plus de formation ? » interroge Cécile Clamme, responsable CGT du ministère du Travail, qui compte porter le dossier auprès du successeur de Catherine Vautrin et, si nécessaire, devant le tribunal administratif. En attendant, déplore la syndicaliste, « ces collègues qui étaient attendus par leur service d'affectation ne prendront pas leurs fonctions. Quatre postes resteront vacants ».

H. K.



Catherine Vautrin, à sa sortie de l'Élysée, le 16 juillet. BLONDET ELIOT/ABACA

Nestlé Waters arrose pour éviter le procès



JUSTICE La multinationale, qui commercialise Vittel et Contrex, sort le chéquier pour enterrer l'affaire de ses forages et traitements frauduleux des eaux des Vosges.

Dans l'affaire des deux enquêtes conduites à l'encontre de son utilisation frauduleuse de l'eau dans les Vosges, Nestlé Waters a préféré payer 2 millions d'euros plutôt que de se confronter à la justice. La multinationale a en effet signé une convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) sur proposition du procureur de la République d'Épinal, reconnaissant donc à demi-mot sa culpabilité. La procédure a été validée par le président du tribunal d'Épinal ce mardi 10 septembre.

Ainsi, ni la question des forages illégaux, à Vittel et Contrexéville, ni celle du traitement frauduleux d'eaux en bouteilles étiquetées comme « eaux naturelles », ne seront présentées devant un juge. Un scandale, dénoncent une partie des associations environnementales et de défense des droits des consommateurs à l'initiative de la plainte contre le géant de l'eau. « C'est absolument sidérant, c'est une justice de classe », dénonce Bernard Schmitt, du Collectif Eau 88. « C'est certes légal, mais ce n'est pas moral » de priver ces affaires d'un



Entrée de l'usine Nestlé Waters à Contrexéville, dans les Vosges. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/AFP

procès, estime-t-il au sortir de l'audience. Un ressenti partagé par l'ONG Foodwatch, qui conteste la procédure et n'a pas souhaité se rendre au tribunal. « Les fraudes étaient systémiques, il y a eu volonté de tromper. Ce n'est pas un accident et cela ne peut pas rester impuni. Il faut un procès, des débats, que ça

aille jusqu'au bout et que ce soit sanctionné de manière exemplaire », estime Ingrid Kragl, experte des fraudes pour l'association. « Il est inadmissible que cette fraude massive soit ainsi glissée sous le tapis », ajoute-t-elle.

Nestlé n'aura donc pas à s'expliquer sur ses actions, pourtant hautement

préjudiciables tant pour les ressources en eau que pour les consommateurs, devant la justice. D'après les enquêteurs de l'Office français de la biodiversité, la multinationale a prélevé de l'eau de plusieurs forages non déclarés auprès de l'État, notamment pour les commercialiser sous ses marques Contrex et Vittel, évitant ainsi contrôles de la qualité de l'eau et paiement de la redevance.

« UN SCANDALE D'AMPLEUR MONDIALE »

Selon la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, Nestlé a par ailleurs eu recours à des traitements et des techniques de purification de l'eau interdits pour les « eaux naturelles », mention figurant pourtant sur 18 millions de bouteilles vendues par la société. En somme, les marques ont commercialisé une eau similaire à celle du robinet, mais à un prix près de cent fois supérieur. « Plus de 16 000 personnes ont signé notre pétition sur l'affaire, c'est un scandale d'ampleur mondiale et les consommateurs se sentent trompés, ils veulent des informations », insiste Ingrid Kragl.

Dans un communiqué, la multinationale joue de l'euphémisme, parlant de la convention comme d'un acte de « régularisation des autorisations administratives sur les forages, intervenue en 2019 », et d'une « mise en conformité réglementaire des traitements utilisés, intervenue en 2023 ». « Elle renforce les engagements écologiques de l'entreprise sur le territoire au travers d'un plan de renaturation ambitieux », conclut-elle sans rire.

La société n'en est pas à sa première CJIP pour des problèmes environnementaux. En 2022, une première convention avait déjà été signée avec le parquet de Charleville-Mézières, après la pollution d'une rivière ayant entraîné une forte mortalité parmi les poissons. Le Collectif Eau 88 a de plus entamé une procédure après la découverte de dépôts sauvages de centaines de milliers de bouteilles en plastique par Nestlé Waters. ■

MARIE TOULGOAT

Il y a des sujets où il est particulièrement difficile d'obtenir des dommages et intérêts

devant les tribunaux car les juges exigent que les salariés démontrent et justifient du préjudice causé par le manquement de l'employeur. Aux termes de deux arrêts du 4 septembre 2024 (1), la Cour de cassation abandonne cette exigence de preuve d'un préjudice. Elle considère que « le seul constat que l'employeur a manqué à son obligation de suspendre toute prestation de travail durant le congé maternité ouvre droit à réparation ». La condamnation à des dommages-intérêts pour manquement à l'obligation de sécurité devient dès lors automatique. La Cour, dans ces arrêts, étend ce raisonnement au manquement de l'employeur qui fait travailler un salarié pendant son arrêt maladie, et au « seul constat du non-respect du temps de pause quotidien ».

Désormais, même si le salarié ne démontre pas que ces manquements ont eu une incidence sur sa santé et/ou sa vie privée, il aura tout de même droit au versement de dommages et intérêts. La Cour de cassation mobilise ici la

LA CHRONIQUE JURIDIQUE DE ALINE CHANU

AVOCATE AU BARREAU DE PARIS



LISA CAPPELLEN

Une avancée dans le droit à la réparation

notion, qu'elle avait malheureusement abandonnée au fil du temps, du « préjudice nécessaire ». Le rapporteur à la Cour de cassation dans l'affaire des temps de pause a clairement posé le débat par un rappel : « Lorsque le droit interne, pris en application d'une obligation européenne

ou internationale ne prévoit pas de sanction spécifique d'un manquement de l'employeur, et que l'allocation de dommages-intérêts sur le fondement du droit commun de la responsabilité est l'unique sanction disponible, rejeter cette demande en raison de l'absence de preuve d'un préjudice revient à laisser sans sanction la violation de la norme européenne ou internationale considérée et à la priver de toute effectivité. »

Dans un arrêt du 26 janvier 2022 (n° 20-21.636), la Cour avait déjà commencé à infléchir sa jurisprudence pour juger que la violation de la durée maximale du travail causait nécessairement un préjudice au salarié. L'impératif de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs impose en effet que les employeurs soient sanctionnés financièrement, sans qu'il soit exigé des salariés une preuve presque impossible, sauf cas exceptionnels, d'un préjudice. ■

(1) Cass. soc. 4 septembre 2024, n° 23-15.944 et 22-16.129.

« Nous voulons sortir le Japon de ce cercle vicieux guerrier »

ASIE-PACIFIQUE

Kazuo Shii, président du comité central du Parti communiste japonais, aborde pour *l'Humanité* les mois cruciaux à venir. En plus des élections générales de 2025 et de la politique de la droite conservatrice au pouvoir, il évoque un plan de paix pour la région et contre la militarisation sino-américaine.

Sa détermination n'est toujours pas entamée. Kazuo Shii a accepté de répondre à nos questions, malgré un enchaînement de rendez-vous européens pour la délégation du Parti communiste japonais. L'ancien président du PCJ et actuel président du comité central est en tournée pour présenter ses « Propositions pour la construction de la paix en Asie de l'Est » (lire ci-contre). Écrit en collaboration avec l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), ce texte promeut la démilitarisation de la région et l'opposition aux visées impérialistes états-unienne et chinoise.

Kazuo Shii ne connaît que trop bien les dangers de l'alignement sur Washington. Plus de 50 000 soldats

ENTRETIEN



Le 22 août, à Nago (Okinawa). Manifestation contre la construction d'une nouvelle base états-unienne sur la baie

américains sont basés au Japon, à Okinawa notamment, et la droite au pouvoir ne cesse de détricoter la Constitution pacifiste du pays pour suivre la course à l'armement des deux superpuissances. Alors qu'un nouveau premier ministre prendra le pouvoir à la fin du mois, les communistes souhaitent réunir le plus largement possible autour de leurs idées, avant les élections générales de 2025.

Le premier ministre, Fumio Kishida, a annoncé qu'il laisserait le pouvoir, fin septembre, à un autre cadre du Parti libéral-démocrate (PLD). Que pensez-vous de cette situation ?

La démission de Fumio Kishida intervient après un gigantesque scandale de fraude fiscale. Le journal *Akahata* (l'organe de presse du PCJ - NDLR) était l'un des premiers à alerter sur ce sujet. La colère a progressivement gagné la population, choquée. Mais aucun des autres candidats du PLD n'a de réflexion pour résoudre ce problème. Le fond de ce scandale tient du néolibéralisme, de la déconnexion de la vie quotidienne des gens.

Ce changement de dirigeant intervient à quelques mois des prochaines élections générales. Vous êtes alliés avec le Parti démocrate constitutionnel (PDC, centre). Comment vous y préparez-vous ?



KAZUO SHII
Président du Comité central du Parti communiste japonais

En plus de réinstaurer la confiance des Japonais, nous devons aborder la question de la militarisation de l'archipel. Celle-ci a énormément augmenté sous l'influence des États-Unis. En matière de politique intérieure comme de diplomatie, le PLD nous mène à une impasse. Nous avons des liens avec le PDC, et avons gagné plusieurs fois grâce à cette alliance. Mais la campagne anticommuniste est de plus en plus forte contre la coalition, notre coopération est donc plus limitée. Notre objectif principal est de s'efforcer de concentrer nos efforts pour gagner en sièges et en influence. Nous visons 6,5 millions de voix, alors que nous en avons eu 4,1 millions en 2021. C'est une différence importante, mais notre ambition l'est aussi.

En France, en Inde ou ailleurs, les communistes forment aussi des coalitions avec les sociaux-démocrates. Pensez-vous que ces alliances soient indispensables ?

Il faut des alliances pour changer de politique, oui. Mais il y a des différences avec la France, par exemple, où l'on assiste à une union de la gauche. Au Japon, nous nous sommes efforcés de construire une alliance jusqu'aux partis conservateurs. Le PDC a ses propres positions, mais nous sommes d'accord sur la lutte contre la militarisation menée par le parti au pouvoir.

À Okinawa, il y a eu plusieurs affaires de viol par des soldats américains. Cela a ranimé le mouvement de contestation contre les bases états-uniennes sur l'île...

Le PCJ a longtemps été influent au sein de la préfecture d'Okinawa, qui est occupée par des bases militaires américaines. De tout temps, les incidents ont été légion. Beaucoup de crimes ont été commis par les soldats états-uniens, dont des viols de jeunes filles japonaises. Les deux pays veulent construire une nouvelle base, sur la baie de Henoko (à l'est). Mais nous avons continué de mener la contestation contre ce projet auprès de la population en colère. J'espère vraiment que la communauté internationale prêterait attention à ce mouvement de contestation à Okinawa.

Vous avez justement rédigé des propositions de paix en mer de Chine orientale. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Nous ne pouvons tout simplement pas tolérer l'attitude hégémonique de la Chine dans les mers de Chine orientale et méridionale. Mais, dans le même temps, nous sommes fortement opposés à l'attitude du parti au pouvoir qui veut corps et âme une augmentation des bases militaires américaines. Nous voulons sortir de ce cercle vicieux guerrier. C'est pour cela que nous avons publié nos propositions en faveur d'une paix régionale. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AXEL NODINOT



de Henoko (à l'est). KYODO/MAXPPP

Mer de Chine : un plan pour les désarmer tous

Partisans d'une troisième voie entre les superpuissances chinoise et états-unienne, le Parti communiste japonais et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est défendent l'indépendance des pays asiatiques contre les impérialismes, ainsi que la démilitarisation.

La ligne est rétablie, pas le dialogue. Ce mardi, les chefs des commandements chinois et états-unien en Asie-Pacifique se sont appelés pour la première fois en deux ans. Mais ces contacts timides, à l'image des quelques rencontres de dirigeants des deux pays ces derniers mois, ne freinent pas leur course à l'armement dans la région. En plus d'accroître considérablement leurs stocks, Pékin et Washington veulent sans cesse y étendre leur influence, l'un craignant la réponse de l'autre.

Après l'entretien en visioconférence, le commandant américain Samuel Paparo a appelé la Chine à « reconsidérer son utilisation de tactiques dangereuses, coercitives et potentiellement escalatoires en mer de Chine méridionale et ailleurs ». De son côté, le Parti communiste chinois (PCC) déplore la stratégie d'encerclement états-unienne en Asie de l'Est, tout en continuant de revendiquer des territoires disputés par les pays voisins.

Au cœur de cette mer de Chine bouillonnante, le Japon

joue l'embrasement américain, sous la houlette de la droite au pouvoir. Dans ce contexte, les « Propositions pour la construction de la paix en Asie de l'Est », du Parti communiste japonais et de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), ambitionnent de faire redescendre la pression, et de remettre en question l'impérialisme américain dans la zone. « Ce dont le Japon a besoin maintenant, ce n'est pas de renforcer sa réponse militaire, mais d'engager la réponse diplomatique ! » a fustigé Kazuo Shii, lors de la présentation du texte. Ce processus devrait être basé sur la Constitution japonaise. »

REMETTRE EN QUESTION L'ORDRE MONDIAL

Seulement, le principal texte de loi de l'archipel, pacifiste car hérité de la Seconde Guerre mondiale, est peu à peu vidé de sa substance par les dirigeants du Parti libéral-démocrate (PLD). Le Japon augmente, ces derniers temps, son stock d'avions de chasse, d'armes et de munitions, a mis à l'eau son premier porte-avions depuis 1945,

et défend la construction de nouvelles bases états-uniennes sur son territoire.

Le PCJ s'appuie donc sur les travaux de l'Asean, qui « a transformé l'Asie du Sud-Est en une communauté pacifique à travers une série de discussions », selon Kazuo Shii. L'association a d'ailleurs intégré huit autres pays – dont le Japon et la Chine – à ce dialogue, en plus des dix pays permanents. De quoi aborder les différends propres à Pékin et Tokyo : le 27 août, les chefs des départements internationaux des Partis communistes chinois et japonais, Liu Jianchao et Keiji Kokuta, ont promis de prôner la diplomatie au sujet des îles Diaoyu – ou Senkaku – qui sont revendiquées par les deux pays.

Cette solution diplomatique peut aussi remettre en question l'ordre mondial. « Le principal problème avec les pays du G7, les États-Unis inclus, est le dommage causé par leurs doubles standards : ils condamnent la Russie mais défendent Israël, a affirmé Kazuo Shii. Si le monde valorise différemment les vies ukrainiennes, palestiniennes et israéliennes, comment pouvons-nous parvenir à l'unité ? » ■ **Ax. N.**



Kampala, le 26 août. Arrestation par la police de manifestants contre le projet de l'oléoduc Eacop. ISAAC KASAMANI/EPA/MAXPPP

En Ouganda, la répression atteint un niveau paroxystique

AFRIQUE DE L'EST Trente-six membres d'un parti d'opposition sont jugés à partir de ce mercredi pour terrorisme. Une nouvelle étape dans l'escalade autoritaire du régime de Yoweri Museveni, avec en toile de fond la contestation des mégaprojets pétroliers de TotalEnergies.

Pas un jour ou presque sans que de nouvelles arrestations, détentions arbitraires et procès iniques ne rythment la vie des Ougandais. Le pays, dirigé depuis 1986 par l'autocrate Yoweri Museveni, l'un des pires régimes au monde, connaît une recrudescence de la répression. Dernier exemple : l'ouverture, ce mercredi, du procès de 36 opposants, tous membres du parti Forum pour le changement démocratique (FDC), cueillis à leur arrivée à l'aéroport, le 24 juillet, après avoir été expulsés du Kenya où ils suivaient une formation. Ils doivent être jugés pour « terrorisme », après que la police ougandaise les a accusés de se livrer « à des activités secrètes soupçonnées d'être subversives ». L'ex-dirigeant du FDC et candidat à la présidentielle, Kizza Besigye, dénonce le fait que ses camarades aient été « illégalement détenus » et une accusation « qui n'est qu'une extension de la torture physique qu'ils ont endurée ». Lors de la dernière élection, en 2021, une manifestation s'était tenue pour exiger la libération de l'opposant Bobi Wine. La violence policière avait été terrible : 54 morts, selon un bilan dressé par une ONG.

DES CAS DE TORTURE, DE MENACES ET D'INTIMIDATIONS OU DE HARCÈLEMENT

Depuis le début de l'année 2024, la répression atteint un niveau paroxystique, en raison des mégaprojets pétroliers portés par TotalEnergies et la compagnie nationale chinoise Cnooc. Gouvernement ougandais et multinationales française et chinoise cheminent main dans la main pour s'assurer des profits gigantesques. Des projets qui

entrent dans leur phase finale, celle de la construction des puits de pétrole (le projet Tilenga) et de l'oléoduc, le fameux Eacop (East African Crude Oil Pipeline). Le 5 septembre, la Fédération internationale pour les droits humains (Fidh) établissait ainsi un récapitulatif de cette « escalade de la répression ». Depuis le mois de mai dernier, « 81 défenseurs des droits de l'environnement et activistes ont été arrêtés », dont 72 pour le seul mois d'août, y compris des membres des communautés expulsées manu militari par les forces de l'ordre ougandaises depuis fin 2023. La Fidh a également relevé des cas de torture, de menaces et d'intimidations ou de harcèlement. Sur le plan judiciaire, les familles qui refusent les indemnités, jugées dérisoires, sont traduites devant un tribunal par le ministère ougandais de l'Énergie et des Mines. Celui-ci les accuse par écrit « d'entraver la mise en œuvre du projet Tilenga, au détriment du développement du secteur pétrolier et gazier du pays ».

Rien ne doit faire obstacle à ce qui est classé comme l'une des 425 « bombes carbone » de la planète. Interrogé en juin 2023, le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, concédait que les projets Tilenga-Eacop sont « un symbole du combat anti-pétrole ». Fin août, interrogé par le Monde sur ces vagues d'arrestations et des cas d'enlèvements par les autorités ougandaises, TotalEnergies indiquait mener « des investigations ». L'enjeu est primordial pour la firme française, puisque, au regard du droit international, elle pourrait être mise en cause pour complicité dans la répression orchestrée par le régime de Museveni. ■

BENJAMIN KÖNIG

Les militants du climat visés par des mesures drastiques



ENVIRONNEMENT L'ONG états-unienne Climate Rights International critique le « deux poids, deux mesures » de certains dirigeants occidentaux à l'encontre des activistes écologistes.

Malgré une tradition de soutien au droit à la liberté d'expression, les gouvernements se revendiquant de la démocratie semblent adopter des mesures de plus en plus restrictives à l'encontre des militants pour le climat. C'est le constat alarmant dressé par l'ONG américaine Climate Rights International, qui dénonce, dans un rapport publié le 9 septembre, les pratiques antidémocratiques en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Australie et aux États-Unis. Sanctions excessives, interventions policières disproportionnées et détentions préventives : le rapport dévoile les mesures drastiques employées par ces pays pour réprimer les mobilisations pacifiques pour le climat. La condamnation de l'activiste Morgan Trowland à trois ans de prison pour avoir escaladé il y a deux ans le pont Queen Elizabeth II, entraînant son blocage, témoigne de cette répression.

« GROUPES CRIMINELS » EN ALLEMAGNE ET « ÉCOTERRORISTES » EN FRANCE

Pourtant, la désobéissance civile pacifique n'entre pas en contradiction avec les obligations des pays de respecter le droit international, qui garantit les libertés de réunion, d'expression et d'association. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies précise d'ailleurs que les États ont l'obligation « de ne pas interdire, restreindre, bloquer, disperser ou perturber les réunions pacifiques sans raison impérieuse et de ne pas sanctionner les participants ou les organisateurs sans motif valable ». Bien que les gouvernements louent l'importance du droit de manifester à l'international, ils adoptent dans le même temps des lois de plus en plus restrictives, élargissant le champ des sanctions. Certains groupes d'activistes, en plus de voir leur lutte discréditée, sont qualifiés de « groupes criminels » en Allemagne et d'« écoterroristes » en France, ce qui renforce de fait leur criminalisation. L'ancien ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin avait employé ce dernier terme pour désigner le collectif les Soulèvements de la Terre lors des manifestations contre les projets de méga-bassines en mars.

Face à cette hypocrisie démocratique, Climate Rights International appelle les pays occidentaux à protéger effectivement le droit de manifester et à prioriser les mesures urgentes à prendre en matière environnementale. ■

MARIE PENIN

Vincent Labrune réélu sans surprise

FOOTBALL Au terme d'une élection bien verrouillée, le président sortant a été reconduit pour quatre ans à la tête de la Ligue avec plus de 85 % des voix, malgré le fiasco des droits télévisés.

Le duel n'a pas eu lieu. Vincent Labrune a conservé pour les quatre prochaines années son fauteuil de président de la Ligue de football professionnel (LFP), mardi, lors d'une élection dont l'issue faisait peu de doutes. Avec un score de république bananière (14 voix sur 17, soit 85,67 % des suffrages), celui qui a été élu pour la première fois en 2020 a donc gardé la confiance des membres du conseil d'administration, malgré le contexte économique difficile que traversent les clubs, symbolisé par le fiasco des droits télévisés dont il est responsable.

Un peu K.-O. debout, son opposant Cyril Linette n'a obtenu que deux voix (il y a eu un vote blanc - NDLR). L'ancien patron du service des sports de Canal Plus, du journal *l'Équipe* et du PMU n'a pas caché son désappointement : « *La gouvernance du football français est satisfaite de sa stratégie et visiblement de ses résultats et de son management, et l'a démontré de manière très claire.* » Et d'ajouter : « *C'est une victoire sans appel* », même si « *je continue de penser que ce n'est pas le bon modèle, que le football français doit revoir son produit, ses charges, sa relation aux fans, sa gouvernance et qu'il faut plutôt un vrai manager d'entreprise* ».

Peu après, Vincent Labrune a tenu une conférence de presse. « *Les membres de l'assemblée générale m'ont fait confiance à plus de 85 %, c'est un score bien supérieur à celui d'il y a quatre ans, le foot français s'est réuni* », a-t-il indiqué, visiblement satisfait de sa stratégie. Tout le monde le savait, et Cyril Linette le premier - même s'il a feint d'avoir cru en ses chances -, le système était verrouillé de l'intérieur.

« *C'est une mascarade !* » a d'ailleurs clairement dénoncé le président du Havre, Jean-Michel Roussier. Quelques jours auparavant, son homologue du RC Lens, Joseph Oughourlian, qui a renoncé à se représenter au conseil d'administration, avait même annoncé qu'« *un simulacre*

« Le football français doit revoir son produit, sa relation aux fans, sa gouvernance. »

CYRIL LINETTE, CANDIDAT BATTU À L'ÉLECTION



La réélection du patron de la Ligue de football professionnel a été vécue comme une « mascarade » par certains présidents de club. FRANCK FIFE/AFP

d'élection » se profilait... Soutenue par plusieurs présidents de club influents, comme Laurent Nicollin, patron du syndicat Foot Unis et dirigeant de Montpellier, ou encore Jean-Pierre Caillot, patron du collège de Ligue 1 et du Stade Rémois, la réélection de Vincent Labrune était quasiment écrite à l'avance.

« IL VA Y AVOIR UN PLAN D'ÉCONOMIES DE CHARGES »

Le scrutin a même failli se dérouler sans aucune concurrence, par simple acclamation du conseil d'administration, puisque Cyril Linette, faute d'être parrainé, ne pouvait se présenter. Mais, début septembre, la ministre démissionnaire des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, a finalement demandé à l'Union des acteurs du football (UAF) de revoir sa position et d'accorder à Cyril Linette son indispensable parrainage pour qu'il puisse briguer la présidence de la LFP, histoire de sauver les apparences.

Après avoir promis d'obtenir 1 milliard d'euros par saison, pour la période 2024-2028, avant de ne finalement récolter que 500 millions de droits télévisés auprès de la plateforme britannique DAZN et de la chaîne beIN Sports, soit une baisse importante par rapport aux 624 millions d'euros négociés lors du précédent cycle et le montant le plus bas depuis 2005, Vincent Labrune montre qu'il sait résister aux secousses. Il va en avoir besoin car les prochains mois et années

s'annoncent agités et décisifs pour le foot français. À commencer par l'épée de Damoclès qui pèse sur les clubs avec le piratage sur Telegram ou IPTV, qui menace la manne financière dont les clubs sont devenus trop dépendants. Lundi, veille de l'élection, le patron de DAZN France, Brice Daumin, a annoncé une promotion, valable du 10 au 22 septembre, baissant le tarif de son abonnement de 29,99 euros par mois à 19,99 euros, histoire d'apaiser le mécontentement des supporters. Mais la clause de sortie imposée par la plateforme au bout de deux ans, si le seuil de 1,5 million d'abonnés n'est pas atteint, reste une véritable menace. « *On a fait de bonnes choses, et des erreurs, a reconnu Vincent Labrune, en conférence de presse. Le résultat de l'appel d'offres TV domestique est très décevant, loin de nos attentes, on doit apprendre de ça. Malgré une bonne stratégie, on s'est heurté à un principe de réalité.* »

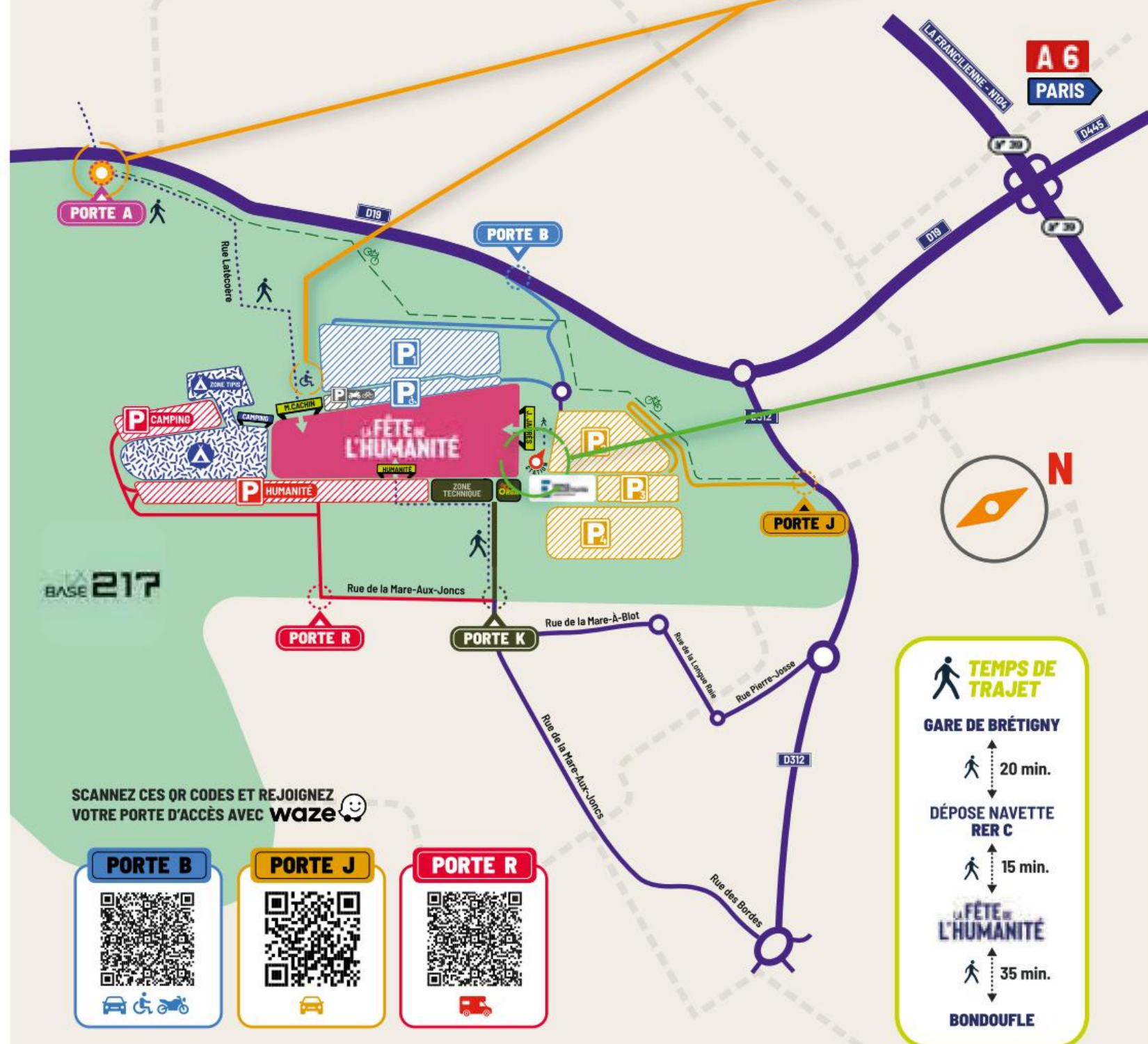
Concernant le train de vie trop élevé de la Ligue, notamment le salaire de son président (1,2 million d'euros), Vincent Labrune a dévoilé ses intentions : « *Il va y avoir un plan d'économies de charges, pour augmenter l'assiette de distribution des droits aux clubs. Le président de la LFP devra montrer l'exemple en faisant des gestes importants avec une baisse de rémunération.* » Enfin, pour la refonte de la gouvernance très critiquée, il a précisé vouloir « *renforcer le poids des clubs* ». Il sera intéressant de voir ce que la commission d'enquête sénatoriale sur la financiarisation du football, qui doit se rendre au siège de la Ligue, tirera comme conclusions. ■

NICOLAS GUILLERMIN

13 • 14 • 15 Sept 2024 LA BASE 217 (91) | Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

VENIR À LA FÊTE

Mille et une façons de rejoindre la Fête !

SCANNEZ CES QR CODES ET REJOIGNEZ VOTRE PORTE D'ACCÈS AVEC **waze**

PORTE B



PORTE J



PORTE R

Arrêt **BRÉTIGNY**

Navettes aller/retour gratuites jusqu'à la Fête, en roulement continu toute la journée. Dépose à 12 minutes de marche des entrées de la Fête

DERNIERS DÉPARTS NAVETTES DEPUIS LA FÊTE

- Vendredi 13 / 9 : 2 h
- Samedi 14 / 9 : 2 h
- Dimanche 15 / 9 : 21 h



Navettes adaptées aller/retour gratuites jusqu'à la Fête, en roulement continu toute la journée. Dépose sur quai adapté, aux entrées de la Fête.

DERNIERS DÉPARTS NAVETTES DEPUIS LA FÊTE

- Vendredi 13 / 9 : 1 h 45
- Samedi 14 / 9 : 1 h 45
- Dimanche 15 / 9 : 20 h 45

Arrêt **RIS ORANGIS BOIS DE L'ÉPINE**

Navettes aller/retour gratuites jusqu'à la Fête, en roulement continu.

DERNIERS DÉPARTS NAVETTES DEPUIS LA FÊTE

- Vendredi 13 / 9 : 21 h 20
- Samedi 14 / 9 : 23 h 20
- Dimanche 15 / 9 : 21 h 40



TAXIS PARTENAIRES

Pour assurer les trajets entre la Fête et votre domicile, profitez des nombreux taxis Hype et taxis du Syndicat des artisans taxis de l'Essonne (Sate 91), présents au niveau de l'entrée Marcel Cachin.

Première flotte de taxis à hydrogène sans émission, Hype a été lancée à Paris en 2015 à l'occasion de la COP21.



À BICYCLETTE

Une grande piste cyclable traverse désormais la Base 217 ! Celle-ci est accessible via la D315 (à proximité de la porte J) ou le rond-point de l'Irba.

Un parking vélo est disponible gratuitement. Vous le trouverez en suivant cette piste cyclable. Vous trouverez également une consigne de casques gratuite. Attention à ne pas oublier votre antivol !

INVITATION

Fabien Gay, Directeur de l'Humanité, a le plaisir de vous inviter

JEUDI 12 SEPTEMBRE À 18H00

À L'INAUGURATION DE

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

13 • 14 • 15 Sept 2024 LA BASE 217 (91) | Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

À L'AGORA DE L'HUMANITÉ

Esplanade Jean Jaurès

Base 217 - Le Plessis-Pâté/Brétigny-sur-Orge

Attention : cette invitation ne donne pas accès à la Fête le vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 septembre 2024



Scannez ce QR Code pour demander votre invitation

« Redéfinir le statut de l'animal est subversif »

CINÉMA Avec *le Procès du chien*, son premier long métrage, **Lætitia Dosch** interroge les relations entre l'humain et les autres vivants sur fond de montée du populisme d'extrême droite.

Le Procès du chien, de Lætitia Dosch, Suisse-France, 1h 20

Au cinéma, Lætitia Dosch a joué avec Justine Triet (*la Bataille de Solferino*, 2013), Léonore Serraille (*Jeune Femme*, 2017) ou récemment les frères Larrieu (*le Roman de Jim*, 2024). Au théâtre, elle a écrit et interprété deux solos d'inspiration autobiographique, *Un album* et *Hate*, où elle était sur scène avec un cheval. Pour son premier long métrage en tant que réalisatrice, elle partage l'affiche avec Kodi, un griffon fauve lauréat de la Palm Dog à Cannes. « Dramédie » aux couleurs de bonbon anglais, *le Procès du chien* interroge la redéfinition du statut de l'animal dans un contexte de montée du populisme d'extrême droite en Suisse. Avril Lucciani (Lætitia Dosch) est une avocate spécialisée dans les causes perdues. Quand Dariuch (François Damiens) lui demande de sauver son chien Cosmos, qui risque l'euthanasie pour avoir mordu une femme de ménage portugaise, elle se lance à corps perdu dans la bataille. Également interprété par Jean-Pascal Zadi, Anne Dorval et Anabela Moreira, coécrit avec Anne-Sophie Bailly, le film a obtenu le prix du scénario au Festival du film francophone d'Angoulême.

Ce film est-il né d'une envie de passer à la réalisation ou de raconter cette histoire ?

Un peu des deux. En voyant *Hate*, Lionel Baier, mon producteur suisse, m'a dit : « Si tu peux travailler avec un cheval, tu peux réaliser un film. » Je l'ai cru. Quelque temps après, une femme m'a parlé d'un procès autour d'un chien mordeur qui avait beaucoup divisé les gens. J'ai entendu parler d'autres cas, qui étaient allés jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme, où on cherchait la juste peine pour éviter que des chiens mordeurs ne soient euthanasiés. J'ai compris que la tentative de redéfinir le statut de l'animal était subversive. Je me suis dit que si une avocate arrivait à prouver qu'il n'était pas une chose, donc avait une responsabilité, on pourrait faire le procès du chien et, à travers une comédie, parler de sujets importants.



LÆTITIA DOSCH
Réalisatrice
et comédienne

D'où vient votre intérêt pour le vivant ?

Je me demande pourquoi tout le monde ne partage pas ces préoccupations, étant donné qu'on est en train de tout détruire et de nous détruire avec. D'un point de vue personnel, ça vient de l'enfance. Mon grand-père était ornithologue et recueillait des pies avec lesquelles on avait un rapport privilégié. Il avait aussi des animaux domestiques et des animaux taxidermisés, des trophées. Il prélevait des œufs dans la nature qu'il mettait dans des boîtes pour faire une sorte de bibliothèque. Sa fascination pour les oiseaux était une manière de s'approprier ces êtres pour les détruire, de les transformer en objets utiles. C'est proche de ce que fait la société humaine avec les autres espèces : une relation basée sur l'exploitation et non sur la beauté, la curiosité, le respect d'un fonctionnement différent.



Avril Lucciani (Lætitia Dosch) est chargée par Dariuch (François Damiens) de sauver Cosmos (Kodi).

BANDE A PART PRODUCTIONS

■ Aviez-vous envie d'écrire un personnage de femme tel qu'on en voit peu au cinéma ?

Avril est très inspirée de la série *Fleabag* de Phoebe Waller-Bridge. Je voulais une femme hors des clous, qui se permette de faire des grimaces, ce qui est plutôt réservé aux hommes dans la tradition des films comiques. Comme le chien, que l'humain a modelé pendant des millénaires, Avril doit répondre à des injonctions. Je voulais écrire et jouer un personnage qui me ressemble, peut-être un peu plus fragile, trouver un ton de jeu à l'anglo-saxonne.

Avec Anne-Sophie Bailly, vous faites entrer beaucoup de thèmes dans le scénario, comme la violence faite aux enfants, la lutte des classes... Comment l'avez-vous écrit ?

Toutes les scènes parlent de l'exploitation et de la domination. Avec l'histoire du petit voisin d'Avril battu par ses parents, j'aborde évidemment la violence qui se passe derrière le mur. Le scénario ne règle pas la question de dessein, pour dire qu'il est très long d'en venir à bout. Mais je voulais aussi montrer une relation entre une femme et un enfant qui ne soit pas maternelle, même s'ils comptent l'un pour l'autre. Mon personnage préféré est Lorene (Anabela Moreira), la femme de ménage portugaise mordue par le chien. C'est elle, la vraie féministe du film, celle qui a le parcours le plus émancipateur. Elle ne veut pas qu'on parle à sa place, comme d'une étrangère qui fait des ménages. Elle n'a pas honte et dit : « Je suis quelqu'un. »

Vous évoquez le féminisme. Comment réagissez-vous aux derniers témoignages d'actrices dans le sillage de MeToo ?

Ce qui fait peur, c'est l'omerta. Celle qui sacrifie des femmes, et peut-être des hommes. Mais elle est en train de disparaître. Avec les témoignages

« Toutes les scènes parlent de l'exploitation et de la domination. »

LÆTITIA DOSCH, RÉALISATRICE

autour de Jacques Doillon et Benoît Jacquot, mais aussi l'émergence de réalisatrices, on s'est rendu compte que les actrices n'étaient pas des objets. On a remis en question l'image de la muse telle qu'elle existait depuis les années 1980. En France, les acteurs étaient des animaux, des choses, pas des personnes qui pensent. On se servait de leur vie et de leur corps, comme une faveur qu'on leur faisait.

Avez-vous été confrontée à de telles situations ?

Oui, mais je me mettais aussi dans cette position. J'ai été éduquée pour qu'un homme me choisisse. Depuis MeToo, les codes ont changé, mais je n'ai pas forcément les outils pour me recentrer sur mon désir, inverser le mouvement. Je ressens à la fois les injonctions venues du monde d'avant et celles de maintenant qui poussent à être une femme forte, à ne pas douter. Dans le travail, je cherche une relation de collaboration entre les acteurs, les actrices, les réalisateurs et les réalisatrices. C'est beaucoup plus riche. Il faudrait renouveler la vision des rapports hommes-femmes, écrire des rôles plus complexes, faire jouer des femmes plus âgées, avec des rides. Si on créait des formes de beauté plus rock'n'roll, ça ferait du bien à tout le monde.

Vous étiez place de la République entre les deux tours des législatives, êtes-vous engagée politiquement ?

J'ai voté Nouveau Front populaire (NFP) et j'ai écrit à tous les députés en 3^e position pour les convaincre de se désister pour battre l'extrême droite. Cet été, j'ai demandé à plusieurs personnes du NFP d'aller aux jeux Olympiques pour que l'événement n'appartienne pas qu'au président de la République. Quand Emmanuel Macron a envoyé son communiqué pour dire qu'il ne nommerait pas Lucie Castets à Matignon, je suis restée immobile deux heures. J'ai trouvé cette décision choquante, méprisante pour les citoyens. Les Français ont voté de manière disparate, mais ils ont donné une légère majorité au NFP. Je serai dans la rue. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SOPHIE JOUBERT

Le retour au pays natal

CINÉMA Ours d'or à Berlin, *Dahomey*, second long métrage de Mati Diop, confirme la volonté de la cinéaste franco-sénégalaise de déconstruire les genres, insufflant de la fiction et du fantastique à son documentaire sur la restitution au Bénin d'œuvres dérobées pendant la conquête coloniale française.

Dahomey, de Mati Diop, Bénin, Sénégal, France, 1h8

Mati Diop fait mouche à chaque festival. Deux longs métrages au compteur, l'un de fiction et l'autre à tendance documentaire, et déjà un grand prix à Cannes et un Ours d'or à Berlin. Un palmarès garni pour une cinéaste et une œuvre traçant un sillon entre ses identités européenne et africaine. L'artiste franco-sénégalaise explore en effet les relations entre les deux continents, les liens qui rapprochent et distendent leurs habitants, les fantasmes, idées préconçues et autres discordances et distorsions des regards.

Dans *Atlantique* (2019), elle convoquait les fantômes de migrants sénégalais morts en tentant de rejoindre l'Europe. Une manière de déjouer un cinéma misérabiliste pour entraîner son récit hors du strict cadre socio-économique – sans toutefois l'occulter – vers un fantastique onirique et déroutant. *Dahomey* se plaît aussi à déconstruire les genres, à pénétrer les interstices, à tutoyer les dimensions spirituelles. Ce

documentaire emprunte à la fiction pour évoquer la restitution de 26 objets royaux du Dahomey. Au fil d'une très longue prise de conscience, d'hésitations et d'enterrements de rapports officiels, la France rend au Bénin des pièces pillées en 1892, lors de l'entrée des troupes coloniales à Abomey, capitale historique de l'ancien royaume du Dahomey. La caméra de Mati Diop accompagne ce processus par l'intermédiaire d'une statue de retour au pays natal, du musée du Quai Branly Jacques-Chirac à Paris à Cotonou au Bénin.

AUTOSATISFACTION HEXAGONALE DOUCHÉE

Mais la cinéaste va plus loin, donne une voix, au sens littéral du terme, à cette représentation royale, la faisant parler en fongbè, la langue du Bénin, à partir d'un texte de l'écrivain haïtien Makenzy Orcel. Son timbre métallique, non genré, évoque autant le robot d'un film d'anticipation que la création sonore d'une intelligence artificielle. L'histoire rencontre la contemporanéité, la modernité épouse la tradition. Un procédé cinématographique certes original mais également agaçant pour personnifier l'âme de cet objet dont la dimension symbolique varie selon que l'on

se place du point de vue muséal européen ou dans son acception religieuse originale au Dahomey.

Il n'empêche, le film prend de l'ampleur en se simplifiant et en assumant davantage sa part documentaire. Une séquence en forme d'agora citoyenne réunit des étudiants de l'université d'Abomey-Calavi, invités à exprimer leur ressenti sur cette restitution. On pense à l'énergie militante de *120 Battements par minute* (Robin Campillo, 2017), avec ici une caméra plus posée et des interventions aussi vindicatives mais beaucoup mieux structurées, ou à l'Assemblée constituante d'*Un peuple et son roi* (Pierre Schoeller, 2017), la grandiloquence en moins. Ça fuse avec intensité, pertinence et intelligence. Ça remet la puissance coloniale à sa place. La France veut s'enorgueillir de cette rétrocession mais les Béninois douchent l'autosatisfaction hexagonale en rappelant sa modestie et les milliers d'œuvres restées à Paris. Cette jeunesse toise l'Europe, inverse les regards, dit sa volonté de récupérer l'ensemble de son patrimoine. Avec *Dahomey*, Mati Diop a fait un film avec et pour les Béninois. Un geste cinématographique puissant, fascinant et nécessaire. ■

MICHAËL MÉLINARD



La cinéaste fait don de la parole en langue fongbè, et donc d'une conscience, à une œuvre spoliée.



Le film de Pema Tseden, qui utilise divers effets visuels et un travail d'animation numérique, postule une communion presque mystique de l'homme avec le félin.

Le Léopard des neiges, le bonze et la bête

CINÉMA Au Tibet, une équipe de télévision est confrontée à un animal sauvage qui a commencé à décimer un troupeau de moutons et suscité la colère de l'éleveur.

Le Léopard des neiges, de Pema Tseden, Chine, 1h 49

Le *Léopard des neiges*, septième long métrage du Tibétain Pema Tseden, sera hélas le dernier, puisque le cinéaste est décédé prématurément, à 53 ans, en 2023. Certainement une perte, car non seulement il était quasiment le seul réalisateur à faire entendre la voix tibétaine (réprimée par la Chine) à l'étranger, mais aussi parce qu'il conciliait de mieux en mieux un regard attentif sur son peuple avec une certaine modernité cinématographique. La preuve avec ce *Léopard des neiges* qui est à la fois un conte, une farce villageoise et un document ethnographique.

L'enjeu dramatique, c'est l'irruption d'une bête sauvage, un léopard (plus communément appelé panthère), dans une ferme isolée. Pénétrant la nuit dans l'enclos des moutons, il y a occis neuf béliers, au grand dam de l'éleveur ; celui-ci a alors enfermé la bête dans l'enclos avec les ovins apeurés. Là-dessus arrive une équipe de télévision accompagnée d'un bonze. L'éleveur refusant de libérer le léopard et exigeant des indemnités, la situation stagne, donne lieu à de longues palabres, puis s'envenime. Cette partie n'est pas franchement comique mais pourrait s'apparenter à la farce villageoise susmentionnée. Il y a en contrepoint une dimension presque fantastique dans le récit, grâce à des scènes mêlant flash-back et onirisme, où le bonze est confronté à l'animal qui le fascine depuis toujours. Ces échappées appartenant à un registre narratif radicalement différent du

récit au présent sont illustrées en noir et blanc, en utilisant divers effets visuels et en incluant un travail d'animation numérique (parfait) grâce auquel l'animal paraît plus accessible et expressif qu'il ne doit l'être dans la réalité (les fauves étant en général fuyants et furtifs).

RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRADITIONS

Cela signifie donc que, au-delà du contexte social et ethnique, finement rendu, le film postule une communion presque mystique (du bonze) avec l'animal sauvage qui transcende l'histoire tout en l'inscrivant dans la droite ligne des préoccupations écologiques actuelles (sur la biodiversité, le respect du vivant). Et pour une fois, les autorités politiques deviennent les remparts de la préservation de la nature, par l'entremise de policiers chinois venus régler le problème. Donc, si, d'un côté, Pema Tseden plaide pour la persistance et l'enseignement de la langue tibétaine dans son pays annexé, il sait aussi gré à l'occupant de faire respecter la faune locale – malgré la réaction et l'attitude compréhensible de l'éleveur lésé par la situation.

Tout cela pour dire que *le Léopard des neiges* est une œuvre parfaitement équilibrée, tournée en utilisant des moyens techniques modernes (qui incluent des effets numériques assez sophistiqués), mais prônant également le respect de l'environnement et des traditions dans cette partie du monde. L'aspect fable animalière ne fait qu'ajouter une dimension plus émouvante à cette histoire humaine et bienveillante, située dans des décors naturels d'une éblouissante pureté. ■

VINCENT OSTRIA

Cette œuvre onirique et humaine est à la fois un conte, une farce villageoise et un document ethnographique.

La jeunesse militante de *Langue étrangère*

CINÉMA Le troisième long métrage de Claire Burger transpose le couple franco-allemand dans la sphère intime de deux adolescentes.

Langue étrangère, de Claire Burger, France - Allemagne - Belgique, 1h 41

Fanny vit à Strasbourg (Bas-Rhin) et effectue un séjour linguistique chez Lena à Leipzig, bastion gauchiste de la Saxe, un Land de l'ex-Allemagne de l'Est qui voit progresser l'extrême droite. Entre l'adolescente issue de la capitale alsacienne, siège de nombreuses institutions européennes, et son homologue germanophone, les profils diffèrent. Fanny est timorée et introvertie. Lena, écoféministe très politisée, prône la radicalité. Elle est de tous les combats, antifascistes et anticapitalistes. Elle regarde d'un oeil peu amène sa comparse française dont elle ne sait que faire. Lorsque, de guerre lasse et sous la pression maternelle, Lena entrouvre sa porte et laisse Fanny pénétrer son univers, la Strasbourgeoise ne se fait pas prier. Elle fait son intéressante, s'invente une sœur Black Bloc pour susciter son intérêt. L'animosité cède alors le pas à l'affection, à la complicité puis à l'amour.

LA DIFFÉRENCE, UNE RICHESSE QUI FINIT PAR S'IMPOSER COMME UNE ÉVIDENCE

Langue étrangère, le troisième long métrage de Claire Burger, le deuxième en solo, lorgne le récit d'apprentissage qui surfe à fond sur la polysémie de son titre. La langue étrangère, c'est à la fois le français et l'allemand, cet idiome de l'autre et ce qu'il véhicule sur les plans culturel, politique et social, mais aussi cet organe musculeux de la cavité buccale qui charrie volontiers un imaginaire sensuel et érotique. C'est également cette autre, inconnue, qu'on ne veut pas de prime abord découvrir, mais dont la différence est aussi une richesse qui finit par s'imposer comme une évidence. Et il apparaît d'autant plus fort avec la division du film en deux parties, offrant chacune le point de vue d'une des adolescentes.

Mais, outre cette transposition du couple franco-allemand dans la sphère intime, Claire Burger a voulu enrichir sa narration, la nourrissant de relations mère-fille compliquées, du poids étouffant du patriarcat, de la mythomanie et du harcèlement scolaire. C'est beaucoup et peut-être un peu trop. Certes, la grâce des deux actrices, Lilith Grasmug et Josefa Heinsius, gomme en partie ce trop-plein. Mais ce film sur une jeunesse qui ne veut pas réitérer les erreurs de ses aînés, désire s'affranchir des contraintes et s'angoisse pour la planète abîmée par leurs parents n'en demeure pas moins le portrait attachant et bancal d'une génération sensible, amoureuse, forte et fragile. ■ **M. M.**



Plutôt que de géopolitique, il s'agit, dans le film de Feurat Alani, de la délicatesse d'une glace à l'abricot ou de l'émotion de son père dans l'avion en direction du pays qu'il a dû fuir. NOVA PRODUCTION - MIYU PRODUCTIONS - ARTE FRANCE - LUNANIME

Le Parfum d'Irak, la douceur de l'enfance face à la guerre

TÉLÉVISION Grand reporter, Feurat Alani retrace la vie de sa famille et de son père, décédé, dans un Irak fracturé par les conflits à répétition. Entre le reportage et la fresque intime, son film dresse un portrait aussi glaçant que touchant d'un pays dans son ensemble.

Le Parfum d'Irak, Arte, 22h25

Le destin du peuple irakien lui a été confisqué. Il l'a été par la guerre, par la dictature, par l'occupation états-unienne, par le terrorisme. Il s'imposait donc au grand reporter d'origine irakienne Feurat Alani de lui offrir une nouvelle chance. Sans rien cacher des atrocités qui s'y sont déroulées au gré des décennies, mais en abordant le sujet avec sincérité et douceur. Créé en 2016, *Le Parfum d'Irak* est un récit autobiographique où le contexte historique influence la trajectoire personnelle de Feurat Alani, et inversement. Le journaliste estimait alors primordial de ne pas laisser la haine submerger le dialogue, dans une France endeillée après les attentats de 2015. « J'ai toujours vécu comme une injustice l'idée que mon entourage ne comprenne pas l'importance de ce qui se déroulait en Irak pour le monde entier », se rappelle-t-il.

Après 1 000 tweets publiés en deux mois, puis une déclinaison en bande dessinée (gagnante du prix Albert-Londres en 2019), Feurat Alani a retravaillé le matériau originel avec son compère dessinateur Léonard Cohen pour le transformer en un film d'animation. Pour y arriver, le journaliste s'est reposé sur deux piliers : assumer son regard sur la situation et insister sur les liens qui existent entre les personnages de son récit et les spectateurs. « Lors de discussions que j'ai eues à l'occasion de séances de dédicaces et de rencontres, le retour

le plus récurrent était que le récit relevait de l'universel, raconte Feurat Alani. Les sensations, les rapports familiaux, la guerre... Tout le monde est concerné. » La bataille était pourtant loin d'être gagnée. Du régime autoritaire de Saddam Hussein à l'émergence du mouvement terroriste Daech, en passant par l'invasion du pays par les États-Unis, l'image de l'Irak à l'international se résume à la misère, au feu et au sang.

LA DÉCOUVERTE D'UNE CULTURE FOISSONNANTE

Feurat Alani en a été victime. Fils de réfugiés irakiens venus en France pour fuir la dictature, il a dû réaliser un travail introspectif avant d'être en paix avec ses origines. Après l'avoir idéalisée dans sa jeunesse, Feurat Alani a pris de plein fouet la rudesse de l'Irak lorsqu'il a officié comme correspondant de guerre. Malgré tout, plutôt que la géopolitique, c'est bien la délicatesse d'une glace à l'abricot, l'émotion de son père dans l'avion en direction du pays qu'il a dû fuir, la découverte d'une culture foisonnante qui rendent *Le Parfum d'Irak* si précieux. La figure de son père en est la colonne vertébrale. Tout a commencé avec lui, torturé et accusé de trahison en Irak, militant à la Ligue communiste révolutionnaire une fois arrivé en France. Sa présence, tel un « miroir déformant », imprègne le moindre plan ; tandis que son décès, avant le début de la production du film, a poussé la création de séquences en hommage. En résulte une fresque qui ne cesse de confirmer sa grandeur, tant pour son vibrant hommage à un pays ravagé par les conflits que pour le dialogue établi entre un fils endeillé et son défunt père. ■

TOM DEMARS-GRANJA

L'image de l'Irak à l'international se résume à la misère, au feu et au sang.

Briser le tabou de la langue arabe

TÉLÉVISION Deuxième langue la plus parlée de France, l'arabe est aussi la moins enseignée du pays et celle qui provoque le plus de crispations.

Mauvaise Langue, France 2, 22h50

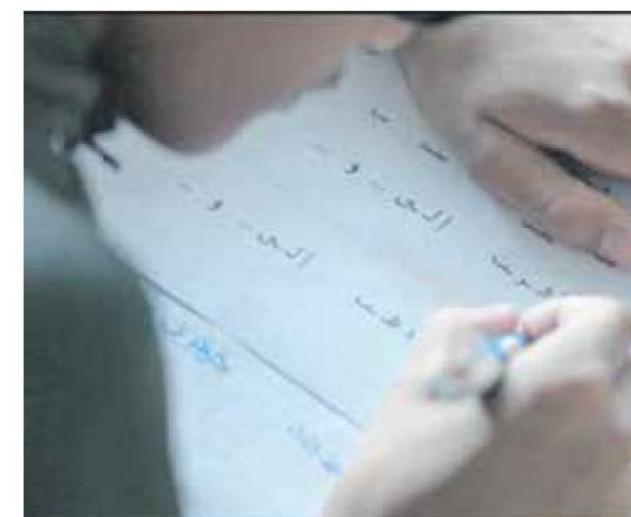
« **C**'est mon histoire personnelle, cette honte vis-à-vis de l'arabe. Mais c'est aussi une histoire collective, celle de plein de personnes qui, en France, ont cette langue dans leur patrimoine familial et culturel mais n'osent pas la pratiquer. » Nabil Wakim, né à Beyrouth en 1981, vit en France depuis ses 4 ans. S'il est aujourd'hui multilingue, parlant avec aisance le français, l'anglais et l'espagnol, le journaliste a « perdu sa langue natale en cours de route ». Il raconte sa gêne quand, fraîchement débarqué en France, il entendait sa mère parler arabe dans les rues. Depuis les attentats de 2015, il s'est interdit « par instinct de survie » de parler arabe à sa fille.

OBJET DE TOUTES LES SUSPICIONS

Dans ce documentaire, Nabil Wakim décide d'interroger son rapport à cette langue et de confronter son expérience à celle d'anonymes, mais aussi de personnalités publiques comme l'ancienne ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem. Tous font entendre une parole bien souvent passée sous silence : celle qui raconte la douleur de n'être pas capable de parler la langue de ses aînés ou de ne pouvoir le faire sans risque d'être suspecté.

Dans l'imaginaire collectif, en trois décennies, l'arabe est passé de la langue « pauvre » et bruyante des immigrés à celle que l'on suspecte d'être un signe de radicalisation terroriste et de repli communautaire. Au sein du débat public, elle n'est l'objet que d'après polémiques orchestrées par un certain camp de l'échiquier politique. Alors qu'elle compte près de 4 millions de locuteurs, ce qui en fait la deuxième langue la plus parlée en France, l'arabe n'est enseigné que dans 3 % des collèges et des lycées. Avec le réalisateur Jaouhar Nadi, Nabil Wakim signe un documentaire important sur un sujet social trop ignoré. ■

ÉMILE LEAUTHIER



Une parole bien souvent passée sous silence.



Comment réformer la Constitution? (3/3)

La crise politique provoquée par Emmanuel Macron avec la dissolution de l'Assemblée nationale et son refus de rendre le pouvoir au Parlement relance le débat.

Une élaboration constructive via une Assemblée constituante peut nous sortir de l'impasse. C'est le pari de la souveraineté populaire.

Le spectacle de la politique française ne peut laisser indifférent. Au mieux, il donne à réfléchir à ce qu'il conviendrait de faire pour sortir de l'impasse. Au pire, il renforce un certain dégoût pour la chose politique et ses acteurs les plus visibles. La réforme de la Constitution de 1958 est parfois avancée comme une solution au problème du blocage que beaucoup diagnostiquent. Il faudrait éviter la réédition d'un tel scénario en limitant les pouvoirs présidentiels, en augmentant ceux du Parlement, ou l'inverse. On ne manque pas d'idées. Tant mieux. Penser la situation est le début d'une réponse au coup de force. Produire une réflexion collective sur les institutions est une forme de prise en charge politique du problème.

On admettra qu'une réponse purement technique et formelle serait de peu d'utilité, surtout si elle est octroyée par des experts jaloux de leur savoir. C'est davantage à l'occasion d'une réflexion de grande ampleur sur notre Constitution qu'on peut espérer sortir de l'ornière; d'une part, en trouvant effectivement une réponse technique aux questions posées par la situation institutionnelle elle-même; d'autre part, en réparant un rapport abîmé entre les citoyens, la politique et la République. N'aurait-on pas vu des citoyens profanes se passionner et se spécialiser réellement sur des questions écologiques pointues quand ils furent appelés à réfléchir au réchauffement climatique au sein de la convention climat? Imaginons un instant cet engrenage citoyen vertueux se saisir de nouveau des règles par lesquelles les élus agissent en notre nom. Qui pourrait



CHARLOTTE GIRARD
Professeure de droit public, université Paris-Nanterre

y résister? Quel procès en illégitimité faire à un tel travail collectif? La formule d'une Assemblée constituante répondant à toute une série de critères démocratiques est la plus indiquée pour un tel exercice. Il existe des précédents dans le monde entier – et même chez nous – pour nous éviter des erreurs. Nous avons des moyens techniques

pour garantir la plus grande inclusion sociale. Nous avons l'expérience récente des millions de contributions consignées dans les cahiers de doléances post-gilets jaunes, soigneusement enterrés depuis dans les archives de nos départements.

Parier sur la souveraineté populaire et le pouvoir délibératif a été disqualifié depuis le dernier référendum. Ne serait-ce pas l'occasion de reprendre le fil d'une histoire politique interrompue il y a vingt ans par des intérêts adverses largement contestés depuis? Réformer la Constitution par la voie d'une réécriture publique accessible à tous aurait l'avantage d'im-

On admettra qu'une réponse purement technique et formelle serait de peu d'utilité.

pliciter le plus grand nombre dans une réflexion constructive sur le pouvoir politique, son fondement et son exercice. Ce serait un moyen de reproduire le geste démocratique initial, celui qui recharge l'État en légitimité et le peuple en souveraineté. Un tel processus constituant n'a rien d'évident, ni de naturel: il se décide. Il se peut que cette décision ne relève pas du droit, mais du pur fait: une prise de conscience collective qui n'attend que son heure. ■

Nous devons engager une réflexion institutionnelle pour une nouvelle République qui réponde à la crise démocratique et aux enjeux actuels.

Si les débats politiques se focalisent depuis des semaines sur le nom du locataire de Matignon, précieuses sont les voix qui s'élèvent pour constater que, sous la crise politique, c'est une crise de régime que notre pays est en train de vivre. Pour la première fois sous la V^e République, les élections législatives anticipées convoquées dans l'urgence par le président de la République ont abouti à un Parlement sans majorité. Le pays se retrouve dès lors dans une situation inédite, dont il nous revient de tirer les conséquences. L'inversion du calendrier électoral par l'instauration du quinquennat, qui a dévitalisé l'élection législative pour faire de l'Assemblée nationale une chambre de validation des décisions exécutives, a sérieusement entamé le principe cardinal de séparation des pouvoirs et fragilisé le lien entre le pouvoir souverain issu du peuple et ses représentants dans les chambres parlementaires et au gouvernement. Il me semble aujourd'hui que ce choix opéré il y a un quart de siècle est la source du chaos institutionnel qui nous guette et de la crise de régime dans laquelle se trouve notre pays depuis maintenant plus d'un trimestre. Depuis plusieurs mois, j'alerte sur le déclin d'un modèle institutionnel qui éloigne les citoyens de leur représentation politique. La multiplication des interlocuteurs, l'opacité dans la répartition des compétences, la fin du cumul des mandats sont autant de facteurs qui risquent de dresser définitivement un gouffre entre les responsables



BENOÎT PAYAN
Maire (Printemps marseillais) de Marseille

politiques et celles et ceux qui leur confient leur destin. Le corps social est plus que jamais pris en étau par des institutions qui favorisent les effets de court et le carriérisme de parti. Les citoyens, mécaniquement dépossédés de leur pouvoir d'action politique, s'éloignent de la décision, et plus personne ne se retrouve dans le marasme administratif: comme ils

ne savent pas qui fait quoi, souvent, ils ont l'impression que personne ne fait rien. Les maires, en première ligne de la démocratie et qui conservent encore la plus grande confiance des citoyens, se retrouvent confrontés à l'incompréhension, parfois à la violence. Les démissions n'ont jamais été aussi nombreuses. Les élus sont devenus malgré eux des fonctionnaires coupés du monde: il y a trop d'élus pour trop peu de pouvoir.

Il me semble essentiel et déterminant de retrouver le chemin d'une réflexion institutionnelle majeure. Il nous faudra bientôt construire ensemble le cadre d'une nouvelle République. Cette nouvelle République devra répondre aux enjeux de son siècle et trouver les moyens de résoudre la crise démocratique. Tous les sujets devront être mis sur la table: mode de scrutin et pouvoirs des chambres et des collectivités, implication citoyenne et place des cadres intermédiaires dans le débat législatif. La place, centrale, du président de la République devra elle-même être remise en question.

C'est à lui qu'il revient de prendre la mesure de la crise de régime à laquelle nous sommes confrontés et de convoquer rapidement le corps social pour trouver une porte de sortie. Les crises écologiques, sociales et financières nous obligent à l'urgence. La crise démocratique nous oblige à l'action. ■

La place, centrale, du président de la République devra elle-même être remise en question.

LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Renaud

C'est la Fête de l'Humanité qui sera choisie par Claude Berri pour l'avant-première de son adaptation du roman d'Émile Zola, *Germinal*. Avec un Renaud, acteur principal du film, qui entonne, en ch'ti, les chansons de son album hommage au peuple du Nord et des mines.



Sur scène, l'équipe du film s'improvise choriste pour Renaud.
BANJEE/DALLE

Dimanche 12 septembre 1993. Bruno Masure, présentateur du journal télévisé de France 2, évoque en direct le sujet événement : « La présence sur la Grande Scène de la Fête de l'Humanité de toute l'équipe du film *Germinal*. » Le réalisateur Claude Berri, l'actrice et les acteurs Miou-Miou, Gérard Depardieu et Renaud sont là, sur la Grande Scène de La Courneuve, pour présenter au public de la Fête ce que Pierre Laurent, ancien sénateur et journaliste à l'époque de l'*Humanité Dimanche*, décrit comme « le film de la rentrée ». Et même plus : l'œuvre littéraire de Zola parue en 1884 et sa très attendue transcription cinématographique constituent un jalon de l'histoire de la classe ouvrière française. *Germinal* à la Fête, quoi de plus évident ?

Une semaine avant le concert, l'*Humanité* annonce sur quatre pages la nouvelle. L'éditorial de Claude Cabanes, titré « Dans le pré », évoque le contexte politique : la droite est aux manettes depuis cinq mois avec le gouvernement d'Édouard Balladur. Il reprend un extrait du

texte d'intention, signé Claude Berri et intitulé « Pourquoi *Germinal* ? » publié sur la même page : « Les idées, la politique sont des bulldozers qui font bouger le monde. » Le cinéaste y parle également de son enfance au faubourg Saint-Denis, à Paris, de son père qui votait communiste et l'emmenait en manifestation, des « injustices de ce monde » et du rêve d'un « monde meilleur ». Celui qu'espéraient les personnages de Zola, Étienne Lantier, la Maheude et les Maheu, tous ces mineurs qui, dans le roman ou dans la réalité dont il s'inspire, se sont battus pour leur dignité de travailleurs.

« C'EST L'HISTOIRE DES GENS QUI LUTTENT, QUI RÉSISTENT À L'OPPRESSION »

C'est tout cela que le public de La Courneuve célèbre quand les artistes apparaissent sur la Grande Scène, et sous la pluie. Claude Berri est accompagné de son fils, Darius, émerveillé par l'accueil réservé par la foule. « *Germinal*, c'est l'histoire de la classe ouvrière, c'est l'histoire des gens qui luttent, qui résistent à l'oppression et aux injustices ! » clame Renaud, soulevant des

vivats. Le chanteur présente son nouvel album, si singulier dans sa carrière : *Renaud chante el' Nord*. Il y reprend des morceaux du folklore ch'ti, s'époumone sur *Tout in haut de ch'terril*, où il prie le bon Dieu : « J'espère qui me laiche-ra quand je serai au Paradis, Cor' venir in vacances tout in haut de min terril. »

Renaud et la Fête, c'est une longue histoire partagée : il y est venu à quatre reprises, en ajoutant les dates de 1984, 2007 et 2017. Le film n'est pas oublié : des extraits sont diffusés sur l'écran géant, deux semaines avant sa sortie, programmée fin septembre. Le succès est au rendez-vous : plus de 6 millions d'entrées en salle, douze nominations aux Césars où il sera distingué dans les catégories de meilleure photographie et meilleurs costumes. Il laissera surtout, dans le cœur des Français et dans celui du public de la Fête de l'Humanité 1993, la fierté de voir représentée cette histoire plus que centenaire, celle du bassin minier du Nord, avec le roman, symbole du combat contre l'injustice et l'exploitation. ■

BENJAMIN KÖNIG

1993

Demain : Les Motivés ! 2002.
Retrouvez les épisodes précédents sur www.humanite.fr